

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 609

5 mars 2015

SOMMAIRE

ADT-Center S.à.r.l.	29216	München, Alte Akademie Holding S.à r.l.	29232
Advent Kai Luxembourg Holding S.à r.l.	29193	My Food Europe S.A.	29219
Angelab International S.A.	29187	Neovara European Mezzanine Retail 2003- A S.à r.l.	29194
Art Jardin S.à r.l.	29187	Newmed S.A.	29220
Auluxe	29188	Portlux	29192
Axia Interim S.A.	29188	Pro-Line S.A.	29192
Ba'dol S.A.	29192	Ravago S.A.	29191
Beda S.A. SICAV-FIS	29188	Rhein und Moselschiffahrt Luxemburg S.A.	29189
Bigg S.à r.l.	29187	Rowan Offshore Luxembourg S.à r.l.	29193
Billecart Expansion Holdings S.A.	29190	Royal Ascot S.A.	29190
Boof S.A.	29187	Sculler S.A.	29189
Bridlux S.A.	29187	SEVEN 7 S.A.	29193
BRM S.à.r.l.	29208	Silverlands (SA) Plantations	29189
BUREAU IMMOBILIER CHRISTIAN JEANPAUL S.à.r.l.	29232	Sivato Holding S.à r.l.	29188
C-H-L S.à r.l.	29190	Sometimes S.à r.l.	29193
CID Holdings S.à r.l.	29186	Super-Max Luxembourg S.à r.l.	29191
CL Intermediate Holdings S.à r.l.	29186	Sycoiff S.à r.l.	29190
Colney S.à r.l.	29196	TA EU Acquisitions Mountainstream S.à r.l.	29186
COMOI Fund S.C.A., SIF-SICAV	29186	VCL Multi-Compartment S.A.	29191
Fleurs Holcher S.à.r.l.	29231	WMT Viva, S.à.r.l.	29201
GT Global S.A.	29186		
Meatbrokers S.A. S.P.F.	29217		

GT Global S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2210 Luxembourg, 38, boulevard Napoléon 1er.
R.C.S. Luxembourg B 175.823.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015016518/9.
(150019631) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 janvier 2015.

TA EU Acquisitions Mountainstream S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: SEK 10.000.000,00.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 171.773.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 29 janvier 2015.
Référence de publication: 2015016786/10.
(150019292) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 janvier 2015.

CL Intermediate Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 65.000,01.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 20, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 171.204.

Les comptes annuels consolidés de la maison mère au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 30 janvier 2015.
Référence de publication: 2015017025/11.
(150020004) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 février 2015.

COMOI Fund S.C.A., SIF-SICAV, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.
R.C.S. Luxembourg B 170.811.

Les comptes annuels au 30 juin 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 29 janvier 2015.
Référence de publication: 2015017034/11.
(150020022) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 février 2015.

CID Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.
R.C.S. Luxembourg B 110.645.

Le dépôt rectificatif des comptes annuels au 31 décembre 2012 déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg le 30 décembre 2013, sous la référence L130222912 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 12 janvier 2015.
Référence de publication: 2015017022/12.
(150020358) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 février 2015.

Boof S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.
R.C.S. Luxembourg B 180.501.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015016971/10.

(150020722) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 février 2015.

Art Jardin S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8472 Eischen, 47, Grand-rue.
R.C.S. Luxembourg B 169.984.

Le bilan au 31/12/2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 02/02/2015.

Référence de publication: 2015016916/10.

(150020525) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 février 2015.

Bigg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 170.379.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2015016932/11.

(150020662) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 février 2015.

Angelab International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 11A, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 129.956.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

ANGELAB INTERNATIONAL S.A.

Société Anonyme

Référence de publication: 2015016903/11.

(150020815) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 février 2015.

Bridlux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont.
R.C.S. Luxembourg B 100.854.

Le bilan au 31 décembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 janvier 2015.

Signature

LE LIQUIDATEUR

Référence de publication: 2015016974/12.

(150020202) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 février 2015.

Auluxe, Société Anonyme.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt.
R.C.S. Luxembourg B 108.133.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015016923/9.

(150020376) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 février 2015.

Axia Interim S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4280 Esch-sur-Alzette, 18, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 109.822.

Le bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015016924/9.

(150021031) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 février 2015.

Beda S.A. SICAV-FIS, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-5365 Munsbach, 18-20, rue Gabriel Lippmann.
R.C.S. Luxembourg B 166.736.

Die Bilanz zum 31.12.2013 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Munsbach, den 30. Januar 2015.

Für die Beda S.A., SICAV-FIS

Universal-Investment-Luxembourg S. A.

Alain Nati / Katrin Nickels

Référence de publication: 2015016930/13.

(150020387) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 février 2015.

Sivato Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 51, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 177.852.

EXTRAIT

Il résulte d'une décision prise par les associés de la Société en date du 28 janvier 2015 que:

- La société, Sivato Holding S.à r.l., est désormais domiciliée au 51, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg.
- La démission de Monsieur Simon Henin et Monsieur Christophe Ponticello de ses fonctions de gérant de la Société ont été acceptées avec effet au 28 janvier 2015.
- Madame Christina Kembery, née le 17 août 1963 à ST Marylebone au Royaume-Unis, Monsieur Peter Dickinson, né le 1^{er} mars 1966 à Nuneaton au Royaume-Unis et Madame Nina Kleinbongartz, née le 24 décembre 1969 à Krefeld, Allemagne, tous demeurant professionnellement au 51, avenue John F. Kennedy L-1855, Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, ont été élus aux fonctions de gérants de la Société en remplacement de Monsieur Simon Henin et Monsieur Christophe Ponticello démissionnaire, à compter du 28 janvier 2015 jusqu'à l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 janvier 2015.

Pour extrait sincère et conforme

Sanne Group (Luxembourg) S.A

Référence de publication: 2015016170/23.

(150018322) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 janvier 2015.

Sculler S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5401 Ahn, 7, route du Vin.

R.C.S. Luxembourg B 145.486.

—
Auszug aus dem Protokoll der Versammlung des Verwaltungsrates der Firma Sculler S.A. Abgehalten am 19. Januar 2015 um 13.00 Uhr

Nach Absprache des Verwaltungsrates und Genehmigung der Generalversammlung des heutigen Tages beschließen die Verwaltungsratsmitglieder einstimmig gemäß Artikel 60 des Gesetzes vom 10. August 1915 und Artikel 11 der Statuten, die tägliche und technische Geschäftsführung an Frau Silke KOSTER, geboren am 29.03.1981 in Trier (D), beruflich wohnhaft in L-5401 Ahn, 7, route du Vin, zu übertragen. Sie wird als Delegierte des Verwaltungsrates ernannt und kann die Gesellschaft nach außen durch ihre alleinige Unterschrift verpflichten.

Dieses Mandat endet bei der Generalversammlung, die im Jahre 2021 stattfinden wird.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Der Verwaltungsrat

Référence de publication: 2015016192/17.

(150018842) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 janvier 2015.

Silverlands (SA) Plantations, Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 16.671.185,00.

Siège social: L-5365 Munsbach, 6, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 171.996.

—
 EXTRAIT

Il résulte d'un contrat de transfert de parts sociales signé en date du 15 Décembre 2014 que:

La société Silverstreet Private Equity Strategies Soparfi transfère l'entière part de ses parts, à savoir, 16,671,185 parts sociales (six cent et quatre-vingt-onze mille huit cent et soixante-dix-sept), qu'elle détenait dans Silverlands (SA) Plantations S.à r.l. à Silverstreet Private Equity Strategies M Soparfi.

Depuis cette date, les parts sociales de la société sont réparties comme suit:

- Silverstreet Private Equity Strategies M Soparfi, 16,671,185 parts sociales

Luxembourg, le 29 janvier 2015.

Malcolm Wilson

Mandataire

Référence de publication: 2015016169/18.

(150019116) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 janvier 2015.

Rhein und Moselschiffahrt Luxemburg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2172 Luxembourg, 29, rue Alphonse München.

R.C.S. Luxembourg B 93.317.

—
Bericht der Außerordentlichen Generalversammlung vom 22.12.2014

Die außerordentliche Generalversammlung bekennt sich als rechtmäßig einberufen und fähig, rechtsgültig über den vorliegenden Punkt der Tagesordnung zu beraten und zu beschließen.

Der alleinige Gesellschafter nimmt den Rücktritt der Frau Gabriele Hölzenbein, wohnhaft zu D-56068 Koblenz, 6, Rheinzollstrasse als Verwaltungsratsmitglied an.

Der alleinige Gesellschafter nimmt den Rücktritt des Herrn Andreas Hölzenbein, wohnhaft zu D-56068 Koblenz, 6, Rheinzollstrasse als Verwaltungsratsmitglied an.

Der alleinige Gesellschafter nimmt den Rücktritt der Frau Stephanie Hölzenbein, wohnhaft zu D-56068 Koblenz, 4, Rheinzollstrasse als Verwaltungsratsmitglied an.

Der alleinige Gesellschafter nimmt den Rücktritt des Herrn René Thill, wohnhaft zu L-1467 Howald, 44, rue Henri Entringer als Rechnungskommissar an.

Da somit die Tagesordnung erledigt ist, wird die Versammlung aufgehoben.

Référence de publication: 2015016146/19.

(150018225) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 janvier 2015.

C-H-L S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9453 Bivels, 21, rue du Lac.
R.C.S. Luxembourg B 153.229.

Der Jahresabschluss vom 31.12.2013 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.
Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Echternach, den 30.01.2015.

Référence de publication: 2015016383/10.

(150019837) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 janvier 2015.

Sycoiff S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4025 Esch-sur-Alzette, 59, rue de Belvaux.
R.C.S. Luxembourg B 181.220.

Extrait du contrat de cession de parts sociales du 21 janvier 2015, notifié le 27 janvier 2015 à la Société

- En vertu d'un contrat de cession de parts sociales signé en date du 21 janvier 2015, Mme GONCALVES AMARAL Rosa Maria a cédé à Mme RODRIGUES MICAELO MENDES Vera Sofia 50 (cinquante-) parts sociales émises par la Société,
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Bergem, le 27 janvier 2015.

Pour la Société

Référence de publication: 2015016179/13.

(150018457) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 janvier 2015.

Royal Ascot S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2213 Luxembourg, 16, rue de Nassau.
R.C.S. Luxembourg B 48.209.

Extrait des résolutions du conseil d'administration tenu le 9 janvier 2015

Conformément aux dispositions de la loi du 28 juillet 2014 relative à l'immobilisation des actions aux porteur, le Conseil d'Administration réuni à Luxembourg en date du 9 janvier 2015 a décidé de nommer la société anonyme A.T.T.C. Control s.a. (RCS Luxembourg B 60319) avec siège social sis au 16, rue de Nassau, L-2213 Luxembourg, aux fonctions de dépositaire agréé.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Benedict Huys / Vic Huys

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2015016160/15.

(150019133) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 janvier 2015.

Billecart Expansion Holdings S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 4, rue Henri M. Schnadt.
R.C.S. Luxembourg B 27.288.

Dépôt rectificatif au dépôt numéro L 150018355 effectué en date du 29 janvier 2015

- Monsieur Jean-Jacques FREY, Administrateur de la Société, demeure à CH-3780 Gstaad, 23, Chalet Löwenzahn Tromweg (Suisse)

- Madame Céline LE GALLAIS-FREY, Administrateur et Présidente du Conseil d'administration de la Société, demeure à CH-1260 Nyon, 8, Chemin du Léman (Suisse)

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 janvier 2015.

Pour la Société

Un mandataire

Référence de publication: 2015015583/16.

(150019100) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 janvier 2015.

Super-Max Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 154.969.

Suite au transfert du siège social de la société, veuillez noter la nouvelle adresse comme suit avec effet en date du 28 janvier 2015:

46A, avenue J.F. Kennedy
L-1855 Luxembourg

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 janvier 2015.

Pour la Société

TMF Luxembourg S.A.

Agent Domiciliaire

Référence de publication: 2015016177/17.

(150018586) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 janvier 2015.

Ravago S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 76-78, rue de Merl.
R.C.S. Luxembourg B 88.948.

Il est pris acte du changement de siège social de l'Administrateur suivant:

- RAVAGO MANAGEMENT S.à R.L., 76-78 rue de Merl, L-2146 Luxembourg

Il est pris acte du changement d'adresse professionnelle de l'Administrateur suivant:

- Mr. Benoît PARMENTIER, 76-78, rue de Merl, L-2146 Luxembourg

Fait à Luxembourg, le 27/01/2015.

Certifié sincère et conforme

RAVAGO S.A.

RAVAGO MANAGEMENT S.à R.L. / Benoît PARMENTIER

Administrateur / Administrateur

Mme Gunhilde VAN GORP / -

Représentant Permanent / -

Référence de publication: 2015016140/18.

(150018883) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 janvier 2015.

VCL Multi-Compartment S.A., Société Anonyme de Titrisation.

Siège social: L-2550 Luxembourg, 52-54, avenue du X Septembre.
R.C.S. Luxembourg B 148.436.

Extrait des résolutions prises par l'associé unique de la Société en date du 29 décembre 2014

Il a été décidé:

- D'accepter la démission de Madame Preeti Kotwani-Khitri de son mandat d'Administrateur, résidant 52-54, avenue du X Septembre, L-2550 Luxembourg avec effet au 1^{er} Janvier 2015.

- De nommer Madame Catherine Pirrie, résidant 52-54, avenue du X Septembre, L-2550 Luxembourg avec effet au 1^{er} Janvier 2015 et pour une durée maximale de 6 ans, en tant qu'Administrateur de la Société.

A partir du 1^{er} Janvier 2015, les administrateurs de la Société sont:

- Madame Petronella Johanna Sophia Dunselman, Administrateur;

- Madame Zamyra Heleen Cammans, Administrateur; et

- Madame Catherine Pirrie, Administrateur.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 décembre 2014.

Référence de publication: 2015016264/19.

(150019244) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 janvier 2015.

Pro-Line S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4744 Pétange, 21, rue Robert Krieps.
R.C.S. Luxembourg B 56.057.

Nous vous prions de prendre acte ce jour de notre décision de démissionner dudit poste de commissaire aux comptes (avec effet immédiat).

Windhof, le 04 novembre 2014.
Pour THE CLOVER S.A.
Cédric RENSONNET
Administrateur-Délégué

Référence de publication: 2015016123/13.

(150018544) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 janvier 2015.

Portlux, Société Anonyme.

Siège social: L-6688 Mertert, Port de Mertert.
R.C.S. Luxembourg B 6.966.

Auszug aus der Verwaltungsratssitzung vom 03. Dezember 2014:

Das Mandat des Verwaltungsratsmitgliedes
Herrn Arthur LORANG, 127, route d'Echternach, L-1453 Dommeldange
endet am 11. Oktober 2014.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, den 27. Januar 2015.
Pour la société

Référence de publication: 2015016121/14.

(150019002) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 janvier 2015.

Ba'dol S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.
R.C.S. Luxembourg B 111.326.

Extrait du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration tenu le 23 décembre 2014

Résolutions:

Après avoir délibéré, le Conseil d'Administration prend les résolutions suivantes:

- Le Conseil d'Administration prend acte de la démission de Monsieur Joseph WINANDY de son poste d'Administrateur de la société.

En vertu des articles 51 alinéa 5 et 52 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, est nommé provisoirement en qualité d'Administrateur:

JALYNE S.A., Société Anonyme,
1, rue Joseph Hackin
L-1746 Luxembourg
Représentée par M. Jacques BONNIER
1, rue Joseph Hackin
L-1746 Luxembourg

Le nouvel Administrateur terminera le mandat de l'Administrateur démissionnaire, sous réserve légale d'approbation par la prochaine Assemblée Générale.

Pour extrait conforme
FIDUPAR
1 rue Joseph Hackin
L-1746 Luxembourg
Signatures

Référence de publication: 2015016363/27.

(150019907) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 janvier 2015.

Sometimes S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8009 Strassen, 27, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 95.576.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015016210/9.

(150018556) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 janvier 2015.

Advent Kai Luxembourg Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2340 Luxembourg, 32, rue Philippe II.

R.C.S. Luxembourg B 130.792.

Rectificatif L-140228316

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 02 février 2015.

Référence de publication: 2015016878/11.

(150020854) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 février 2015.

SEVEN 7 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3230 Bettembourg, 105, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 164.942.

EXTRAIT

Le conseil d'administration a décidé en date du 21 janvier 2015, de désigner comme dépositaire des titres au porteur:
Fiduciaire Fernand SASSEL & Cie S.A., ayant son siège social au 7, route d'Esch à L-1470 Luxembourg et enregistrée
au RCS sous la référence Luxembourg B 34239.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Bettembourg, le 21 janvier 2015.

Pour SEVEN 7 S.A.

Référence de publication: 2015016196/14.

(150018880) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 janvier 2015.

Rowan Offshore Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 6.025.000,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 162.526.

Extrait des résolutions écrites prises par l'associé unique de la société en date du 26 janvier 2015

L'associé unique de la Société acte la démission de Monsieur Gregory M. HATFIELD de son mandat de gérant de catégorie A de la Société avec effet au 26 janvier 2015 et décide de nommer, en remplacement de celui-ci, Madame Lisa Ann DE MARCO, née le 2 juin 1967 à New York (États-Unis d'Amérique), demeurant professionnellement au 8-10, Avenue de la Gare, L-1610 Luxembourg, en qualité de nouvelle gérante de catégorie A de la Société avec effet au 26 janvier 2015 et pour une durée indéterminée.

Le conseil de gérance de la Société est désormais composé comme suit:

- M. Michael D. BOYKIN, gérant de catégorie A,
- Mme Lisa Ann DE MARCO, gérante de catégorie A,
- M. Patrick Leonardus Cornelis VAN DENZEN, gérant de catégorie B, et
- M. Fabrice Stéphane ROTA, gérant de catégorie B.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015016137/20.

(150018156) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 janvier 2015.

Neovara European Mezzanine Retail 2003-A S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2550 Luxembourg, 52-54, avenue du X Septembre.

R.C.S. Luxembourg B 99.798.

In the year two thousand and fourteen, on the seventeenth day of December.

Before Us, Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

Neovara European Mezzanine Fund 2003-A, L.P, a company governed by the laws of Bermudas, having its registered office at 16, par la Ville Road, bâtiment Century House, HM08 Hamilton, Bermudas and registered with the Bermuda register of companies under number 34877,

hereby represented by Mister Gianpiero SADDI, private employee, with professional address at 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg by virtue of a proxy given under private seal, on 10 December 2014.

Which proxy, after signature “ne varietur” by the proxy-holder and the undersigned notary will remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The appearing party, represented as stated above, declares being the sole shareholder (“Sole Shareholder”) of “Neovara European Mezzanine Retail 2003-A S.à r.l.”, a private limited liability company (société à responsabilité limitée), with registered office at 52-54, avenue du X Septembre, L-2550 Luxembourg, with a share capital of EUR 12,500.-, registered with the Luxembourg Trade and Companies’ Register under number R.C.S Luxembourg B 99798 (the “Company”), incorporated pursuant to a deed of Maître Blanche Moutrier, notary residing in Esch-sur-Alzette, dated March 23, 2004, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations on May 13, 2004, number 503, page 24108.

The articles of association have been amended for the last time pursuant to a notary deed of Maître Paul Decker, notary residing in Luxembourg, dated March 24, 2011, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations on June 20, 2011, number 1337, page 64164.

All the one hundred (100) shares of the Company with a par value of one hundred twenty-five Euro (EUR 125.-) each, representing the entire subscribed capital of the Company amounting to twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-) are duly represented at the extraordinary general meeting of the Sole Shareholder of the Company (the “Meeting”), which is thus regularly constituted and can validly deliberate on all the items of the agenda. The Sole Shareholder represented declares that it has had due notice of, and has been duly informed of the agenda prior to the Meeting.

The agenda of the Meeting is the following:

1. Decision to enter the Company into voluntary liquidation;
2. Appointment of Quorum Investments S.à r.l. as liquidator of the Company and determination of its powers;
3. Discharge to the managers of the Company;
4. Miscellaneous.

After deliberation, the following resolutions were taken unanimously:

First resolution

In compliance with the law of August 10th, 1915 on commercial companies, as amended, the Sole Shareholder decides to dissolve the Company.

Second resolution

As a consequence of the above taken resolution, the Sole Shareholder decides to appoint as liquidator:

Quorum Investments S.à r.l., a Luxembourg limited liability company (société à responsabilité limitée) with registered office at 52-54, avenue du X Septembre L-2550 Luxembourg, and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under the number B58442, as Liquidator (the “liquidateur”) of the Company.

The liquidator has the broadest powers as provided for by Articles 144 to 148 bis of the law of August 10th, 1915 on commercial companies, as amended.

It may accomplish all the acts provided for by Article 145 without requesting the authorisation of the Sole Shareholder in the cases in which it is requested.

The liquidator is relieved from inventory and may refer to the accounts of the Company.

It may, under its responsibility, for special or specific operations, delegate to one or more proxies such part of its powers it determines and for the period it will fix.

Third resolution

The Sole Shareholder decides to grant discharge to the managers of the Company and release them from liability in respect of the execution of their mandate with regards to the period from January 1st, 2014 to December 17, 2014.

Nothing else being on the agenda, the meeting was closed.

Costs

The expenses, costs, remunerations and charges in any form whatever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at approximately one thousand three hundred Euro (EUR 1,300.-).

The undersigned notary who understands and speaks English, states that upon request of the above appearing persons, this deed is worded in English followed by a French translation and that in case of any divergence between the English and the French text, the English text shall be prevailing.

Whereof, this notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day appearing at the beginning of this document.

The document having been read and translated to the appearing persons, the members of the office of the meeting signed together with us the notary the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le dix-sept décembre.

Par-devant Nous, Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

Neovara European Mezzanine Fund 2003-A, L.P., une société de droit des Bermudes, avec siège social au 16, la Ville Road, bâtiment Century House, HM08 Hamilton, Bermudes et immatriculée auprès du Registre des Compagnies des Bermudes sous le numéro 34877,

ici représentée par Monsieur Gianpiero SADDI, employé privé, demeurant professionnellement au 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg, en vertu d'une procuration signée sous seing privée, en date du 10 décembre 2014.

Laquelle procuration, après avoir été signée «ne varietur» par le mandataire du comparant et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Lequel comparant, représenté comme dit ci-avant, déclare être l'associé unique («l'Associé Unique») de la société à responsabilité limitée «Neovara European Mezzanine Retail 2003-A S.à.r.l.», avec siège social au 52-54, avenue du X Septembre, L-2550 Luxembourg, avec un capital social de EUR 12.500,- enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 99798 (la «Société»), constituée suivant acte reçu par Maître Blanche Moutrier, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, le 23 mars 2004, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, le 13 mai 2004 sous le numéro 503, page 24108.

Les statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte reçu par Maître Paul Decker, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 24 mars 2011, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, le 20 juin 2011 sous le numéro 1337, page 64164.

Toutes les cent (100) parts sociales de la Société ayant une valeur nominale de cent vingt-cinq Euros (125,- EUR) chacune, représentant la totalité du capital souscrit de la Société d'un montant de douze mille cinq cents Euros (12.500,- EUR) sont dûment représentées à l'assemblée générale extraordinaire de l'Associé Unique de la Société («l'Assemblée»), qui est par conséquent valablement constituée et peut délibérer sur les points portés à l'ordre du jour. L'Associé Unique représenté déclare avoir été dûment convoqué à l'Assemblée et informé de l'ordre du jour.

Que la présente Assemblée a pour ordre du jour:

1. Décision de mettre la Société en liquidation;
2. Nomination de Quorum Investments S.à.r.l. en tant que liquidateurs de la société et détermination de ses pouvoirs;
3. Décharge aux gérants de la Société;
4. Divers.

Suite à cet ordre du jour, les résolutions suivantes ont été prises à l'unanimité:

Première résolution

Conformément à la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle qu'elle a été modifiée, l'Associé Unique décide de dissoudre la Société.

Deuxième résolution

Suite à la résolution qui précède, l'Associé Unique décide de nommer en qualité de liquidateur:

Quorum Investments S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 52-54, avenue du X Septembre, L-2550 Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 58442.

Le liquidateur a les pouvoirs les plus étendus prévus par les articles 144 à 148 bis de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle qu'elle a été modifiée.

Il peut accomplir tous les actes prévus à l'article 145 sans devoir recourir à l'autorisation de l'Associé Unique dans les cas où elle est requise.

Le liquidateur est dispensé de l'inventaire et peut se référer aux comptes de la Société.

Il peut, sous sa responsabilité, pour des opérations spéciales ou déterminées, déléguer à un ou plusieurs mandataires telle partie de ses pouvoirs qu'il détermine et pour la durée qu'il fixera.

Troisième résolution

L'Associé Unique décide de donner décharge pleine et entière aux gérants de la Société, pour l'exécution de leur mandat pour la période du 1^{er} janvier 2014 jusqu'au 17 décembre 2014.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Frais

Les dépenses, frais et rémunérations et charges qui pourraient incomber à la Société à la suite du présent acte sont estimés à environ mille trois cents euros (1.300,- EUR).

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, déclare que sur demande de la comparante, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une version française. A la demande de la comparante et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite donnée aux comparants, tous connus du notaire par noms, prénoms usuels, états et demeures, tous ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: G. Saddi et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 23 décembre 2014. LAC/2014/62844. Reçu douze euros (12.- €).

Le Receveur (signé): Irène Thill.

POUR COPIE CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 janvier 2015.

Référence de publication: 2015016015/130.

(150018612) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 janvier 2015.

Colney S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 147.450.

In the year two thousand and fourteen, on the twenty-ninth day of December.

Before Us, Maître Jean SECKLER, notary residing in Junglinster, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

Zolliker Corporation, a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of Belize having its registered office at 60 Market Square, Belize City, Belize, registered with the Belize Registrar of Companies under number 93118 (the Sole Shareholder)

here represented by Mr Max MAYER, employee, with professional address at Junglinster, 3, route de Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given under a private seal.

The aforementioned proxy, after having been signed ne varietur by the proxy holder of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purposes of registration.

The appearing party, represented as stated here above, has requested the officiating notary to enact the following:

- That the appearing party in acting in its capacity of sole shareholder of Colney S.à r.l., (hereafter the "Company") a private limited liability company ("société à responsabilité limitée") having its registered office at L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider, filed at the Companies and Trade Register of Luxembourg ("Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg") section B under the number 147.450

- That the present meeting is regularly constituted and may validly deliberate upon the points of the agenda, which reads as follows:

Agenda:

1. The acceptance of resignation of the current sole manager of the Company and the consent to the full and complete discharge for its mandate.

2. The transfer of the Company, including the transfer of its registered office and effective place of management, from Luxembourg to Panama, and consequently the change of the nationality of the Company, from its Luxembourg nationality into a Company of Panamanian nationality in order to submit the Company to the Panamanian Law.

3. The approval of the interim balance sheet as at November 30, 2014, forming opening balance sheet of the Company henceforth of Panamanian nationality.

4. The change of the name of the Company.

5. The total restating of the Articles of Association of the Company for the purpose of its transfer and continuance from Luxembourg to Panama under the form of Panamanian limited liability company.

6. The confirmation of the establishment of the registered office at Torre Molón, Calle Aquilino de la Guardia 16, Panamá, Republic of Panamá.

7. The appointment of new Company managers.

8. The appointment of agent who will be in charge of any formality required in Panamá in order to register the transfer of the Company in Panamá.

9. Miscellaneous.

Before proceeding to the vote, the Meeting notes:

i. that the transfer the Company, including the transfer of its registered office and effective place of management from Luxembourg to Panama, is going to subject the Company to the Panamanian Law;

ii. that, since the Company acquires the Panamanian nationality, it is necessary to amend the provisions contained in its Articles of Association in order to comply with the Panamanian Law;

iii. that, from a civil point of view, the transfer and continuance of the Company, as above described, involves exclusively an amendment of the form of the Company and such amendment only implies the restating of the Articles of Associations in order to allow the Company to carry on its activity under the Panamanian Law. Consequently the Company is not subject to any form of dissolution or liquidation;

iv. that the Luxembourg Law and the Panamanian Law recognize the continuity concept of the transferred and continued Company;

v. that, from an accounting point of view, in accordance with the continuity concept, all the assets and all the liabilities belonging to the Company remain entirely in the ownership of the Panamanian Company which continues to own all the assets and all the liabilities and commitments of the Company previously of Luxembourg nationality.

The Meeting takes, after deliberation, the following resolutions by unanimous vote:

First resolution

The meeting decides to accept the resignation of P.A.L. Management Services S.à r.l. as sole manager of the Company and grants it full and entire discharge for the execution of its mandate.

Second resolution

The meeting decides in accordance to article 199 of the law on commercial companies, to transfer the registered office and effective place of management of the company from the Grand Duchy of Luxembourg to Panama and consequently to change the nationality of the Company, from its Luxembourg nationality into a company of Panamanian nationality in order to submit the Company to the Panamanian law.

The meeting states that this transfer of the registered office of the company from Luxembourg to Panama is not a constitution of a new company.

Third resolution

The meeting decides to approve the interim balance sheet as at November 30, 2014, annexed to the present deed, forming opening balance sheet of the company henceforth of Panamanian nationality. With this regard, the meeting is informed by the sole manager and recognizes that the share capital is fully subscribed, that the net equity is in existence at the date hereof in the negative amount of EUR 28,018 (twenty-eight thousand eighteen euros) and that the Company has not issued bonds or debentures.

Fourth resolution

The meeting decides to change the name of the company into Colney S.de R.L.

Fifth resolution

The meeting decides to change the form of the company from Luxembourgish limited liability company (société à responsabilité limitée) to Panamanian limited liability company (sociedad anónima por acciones) and to proceed to a complete reorganization of the articles of incorporation in Spanish language as follows:

De conformidad con la Ley General de Sociedades Anónimas de la República de Panamá, nosotros los suscritos, deseosos de organizar una sociedad anónima por acciones, de conformidad con las disposiciones de la Ley General sobre Sociedades Anónimas de la República de Panamá, a saber: La Ley 32 de 1927, por el presente entramos en un convenio de organización de dicha sociedad anónima como sigue:

1. El nombre de la sociedad es: Colney S. de R.L.

2. Los fines para los cuales la sociedad se establece son:

a) Establecer, gestionar y llevar a cabo un negocio de inversiones y administración comercial de cualquier clase y hace todas las cosas incidentales a tal negocio. b) Comprar, vender o de otro modo adquirir enajenar bienes muebles o

inmuebles de cualquier clase o descripción, y en particular, tierra, edificios y utilizar los mismos para garantizar con hipoteca las obligaciones de la sociedad a terceros en la forma y bajo las condiciones que la Junta Directiva estime conveniente. c) Suscribir o procurar que se suscriban, comprar, poseer, adquirir por compra, recibir o adquirir y vender, negociar, garantizar, ceder, permutar, transferir, hipotecar, dar en prenda o de otro modo enajenar acciones del capital social, bonos, cupones, hipotecas, obligaciones, acciones asimiladas a obligaciones, valores, pagarés, aceptaciones, giros y comprobantes de débitos emitidos o creados por otras sociedades anónimas, compañías de capital consolidado o asociaciones organizadas según las leyes de la República de Panamá o de cualquier giro país, sean estas públicas o privadas, o de cualquier entidad social, y mientras que sea dueña de ellos poseer, y ejercer respecto a ellos todos los derechos, facultades y privilegios de dueña, incluyendo el derecho de volar respecto a ellos, y tener valores o inversiones similares dentro de la República de Panamá o en algún otro país del mundo. d) Dar y recibir dinero en préstamo, otorgar y aceptar obligaciones, u otros compromisos, de tiempo en tiempo para la compra de bienes o para cualquier fin, y si estimare conveniente garantizar el pago de cualesquiera de tales obligaciones por medio de hipoteca, anticresis y prenda, o de otro modo. e) Celebrar, extender, cumplir y llevar a cabo contratos de toda clase para cualquier fin lícito, sin límite respecto a la cuantía con cualquier persona, firma, asociación y sociedades anónimas cualquier estado, país, o cualquier dependencia política de ellos. f) Abrir cuentas de ahorros, i, cuentas corrientes, de depósito a términos y realizar cualesquiera de las operaciones bancarias dentro y fuera del territorio de la República de Panamá, g) En general llevar a cabo cualquier otro negocio lícito o permitido a las sociedades anónimas, en cualquier parte del mundo fuere dicho negocio o no similar a los objetos indicados en este Pacto Social o cualquier enmienda de ellos. Por el presente se declara expresamente que los objetos especificados en cada párrafo de esta cláusula, de ninguna manera quedaran limitados a restringidos por la referencia o la inferencia de los términos de cualquier otro párrafo, excepto cuando se expresa otra cosa en el párrafo de que se trata. Además de estos objetivos, la sociedad tendrá todas las facultades expresadas en el Artículo Diecinueve (19) de la Ley treinta y dos (32) de mil novecientos veintisiete (1927) de la República de Panamá, así como cualesquiera otras leyes vigentes.

3.

a) El capital social de la sociedad es de QUINIENTAS (500) acciones comunes, sin valor nominal, al portador o nominativas. El capital social será por lo menos igual a la suma total representada por las acciones con valor nominal, más una suma determinada con respecto, cada acción sin valor nominal que se emita y las sumas que de tiempo en tiempo se incorporen al capital social de acuerdo con resolución o resoluciones de la Junta Directiva.. El capital Social podrá ser aumentado, más acciones podrán ser emitidas y podrá ser variada la clase y los derechos relativos a dichas acciones. b) El derecho de votación corresponderá exclusivamente a los tenedores de tales acciones, a razón de un voto por cada acción así tenida. c.) Los certificados de acciones serán firmados por el Presidente conjuntamente con la Secretaria o Tesorera de la sociedad.

4. El Registro de Acciones exigida por la Ley se llevara en el lugar que fije la Junta directiva.

5. El domicilio de la sociedad estará en Calle Aquilino De La Guardia, número dieciséis (No.16), Edificio P.H. Molón Tower, Tercer (3er) Piso, Bella Vista, ciudad de Panamá, República de Panamá, pera la sociedad podrá establecer sucursales en cualquier parte el mundo según la Junta Directiva determine.

6. La duración de la sociedad será perpetua, pero podrá ser disuelta mediante resolución de la Junta de Accionistas, de conformidad a lo establecido en la Ley treinta y dos (32) de mil novecientos veintisiete (1927).

7. Las reuniones de los accionistas podrán llevarse a cabo en la República de Panamá en cualquier otro país. Podrá haber reunión General de Accionistas, en la fecha y lugar que determine la Junta Directiva, para la tramitación de cualquier negocio que se presentare en la reunión.

8.

a) La Junta Directiva consistirá de no menos de tres (3) ni más de siete (7) miembros que serán elegidos en la reunión anual de los Accionistas por el período de un (1) año quienes permanecerán en sus cargos hasta cuando sean reemplazados y podrán se reelegidos. b) Las reuniones de los Directores se llevaran a cabo en la República de Panamá en cualquier otro país y cualquier Director podrá ser representado y votar por medio de apoderado en cualesquiera y todas las reuniones de los Directores. e) En caso de vacante en la Junta Directiva, los directores restantes en ejercicio, podrán en una reunión el cual dicho directores estén presentes en persona o representados por apoderados, elegir a los Directores faltantes para llenar dichas vacantes. d) La Junta directiva está facultada para otorgar revocar poderes generales y. especiales. e) Los nombres y direcciones de los primeros directores son como sigue: Arturo Manuel Illueca Moreno, Venus Illueca de Tulipano y Maria Ines Tulipano, todos con dirección en Calle Aquilino De la Guardia, Numero dieciséis (No.16), Edificio P.H. Molón Tower, Tercer (3er) Piso, Bella Vista, Ciudad de Panamá, República de Panamá.

9.

a) Los Dignatarios de la sociedad serán un Presidente, un Tesorero, un Secretario. La Junta Directiva podrá elegir de cuando en cuando, uno o más Vice-Presidentes, Tesoreros Asistentes, Secretarios Asistentes y otros Dignatarios, agentes y empleados que estime conveniente. b) Los Dignatarios de la sociedad y los cargos respectivos que ellos desempeñan son los siguientes

NOMBRE	CARGO
Arturo Manuel Illueca Moreno	Presidente
Maria Ines Tulipano	Tesorero
Venus Illueca de Tulipano	Secretario

Cualquier Dignatario de la sociedad podrá desempeñar más de un cargo.

c) La Representación Legal la ejercerá el Presidente, y en su defecto la persona que la Junta Directiva designe. d) El Agente Residente de la sociedad en la ciudad de Panamá, hasta que la Junta Directiva disponga otra cosa será la firma ILLUECA Y ASOCIADOS abogados en.1 ejercicio y dirección en Calle Aquilino De la Guardia, Numero dieciséis (No. 16), Edificio P.H. Molón Tower, Tercer (3er) Piso, Bella Vista, Ciudad de Panamá, República de Panamá. e) El Agente Residente de ninguna forma es, ni se hace responsable por las actividades, negocios, operaciones o demás hechos que realice la presente entidad, sean estos ejecutados directamente por sus representantes o accionistas en su nombre, o por intermedia persona.

10. Suscripción. El número de acciones que cada suscriptor de este Pacto Social conviene en tomar es como sigue: Anibal Illueca Herrando una acción y Venus Illueca de Tulipano una acción.

11. Enmienda del Pacto Social. Este Pacto Social podrá ser enmendado por resolución en que se haga con dicha enmienda, adoptada por la mayoría de las acciones representadas en una reunión con tal fin, o en una reunión regular en la que se hubiere dado el debido aviso.

Sixth resolution

The meeting decides to establish the new registered office of the company in Torre Molón, Calle Aquilino de la Guardia 16, Panamá, Republic of Panamá.

Seventh resolution

The meeting decides to appoint the following persons, with professional address at Torre Molón, Calle Aquilino de la Guardia 16, Panamá, Republic of Panamá as new company managers:

- Arturo Manuel Illueca Moreno;
- Venus Illueca de Tulipano; and
- Maria Ines Tulipano

Eighth resolution

The meeting decides to appoint Illueca y Asociados with registered office at Torre Molón, Calle Aquilino de la Guardia 16, Panamá, Republic of Panamá as agent of the Company to proceed with any formality necessary or useful in Panamá in connection with the transfer of the Company.

Costs

The amount of the expenses, remunerations and charges, in any form whatsoever, to be borne by the present deed are estimated at EUR 1,900.

The undersigned notary, who knows and understands English, states that on request of the appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Junglinster, on the day indicated at the beginning of this deed.

The document having been read to the person appearing, who signed together with the notary the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le vingt-neuf décembre.

Par-devant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

Zolliker Corporation, une société à responsabilité limitée constituée selon les lois du Belize ayant son siège social au 60 Marker Square, Belize City, Belize, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés du Belize sous le numéro 93118 (l'Associé Unique)

ici représentée par Monsieur Max MAYER, employé, ayant son domicile professionnel à Junglinster, 3, route de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé,

Laquelle procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

La partie comparante, représentée comme décrit ci-dessus, a requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

- Que la partie comparante, agissant en sa qualité d'Associé Unique de Colney S.à r.l., (ci-après la "Société"), société à responsabilité limitée ayant son siège social à L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider, inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B sous le numéro 147.450,

- Que la présente Assemblée réunissant l'intégralité du capital social est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les objets portés à l'ordre du jour, qui est conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Acceptation de la démission du gérant unique en fonction et octroi d'une décharge pleine et entière pour l'exercice de son mandat.

2. Transfert de la société, en ce compris le transfert du siège social et de son siège de direction effectif du Luxembourg vers Panama et en conséquence, changement de la nationalité de la société, actuellement de nationalité luxembourgeoise, en une société de droit panaméen afin de soumettre la société au droit panaméen.

3. Approbation de la situation comptable au 30 novembre 2014, qui constituera le bilan d'ouverture de la société de nationalité panaméenne.

4. Modification de la dénomination de la société.

5. Refonte complète des statuts de la société dans le cadre de son transfert à Panama et continuation du Luxembourg vers Panama sous la forme d'une société à responsabilité limitée de droit panaméen.

6. Confirmation de l'établissement du siège social de la société à Torre Molón, Calle Aquilino de la Guardia 16, Panama, République de Panama.

7. Nomination de nouveaux gérants.

8. Nomination de l'agent qui sera en charge de toutes les formalités nécessaires à Panama afin d'acter le transfert de la société à Panama.

8. Divers.

Avant de procéder au vote, l'Assemblée prends acte que:

i. Le transfert de la société, en ce compris son siège social et son siège de direction effective, du Luxembourg vers Panama, aura pour effet de soumettre la société au droit panaméen;

ii. Que vu le changement de nationalité de la société, il est nécessaire d'amender les dispositions des statuts afin de les rendre conformes au droit panaméen;

iii. Que, d'un point de vue civil, le transfert et la continuation de la société, comme décrit ci-dessus, implique exclusivement une modification de la forme de la société; cette modification implique seulement la refonte des statuts afin de permettre à la société de poursuivre ses activités sous la législation panaméenne. Par conséquent, la société n'est en aucune façon soumise à une dissolution ou une liquidation;

iv. Que les législations luxembourgeoise et panaméennes reconnaissent le concept de la continuité de la personnalité juridique de la société transférée;

v. Que d'un point de vue comptable, en conformité avec le concept de la continuité de la personnalité juridique, tous les actifs et passifs de la société restent entièrement dans la propriété de la société panaméenne qui continue de détenir tous les actifs et passifs de la société antérieurement de nationalité luxembourgeoise.

L'assemblée décide de prendre à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide d'accepter la démission de P.A.L. Management Services S.à r.l., gérant unique de la Société de lui accorder pleine et entière décharge pour l'exécution de son mandat.

Deuxième résolution

L'assemblée décide, en conformité de l'article 199 de la loi sur les sociétés commerciales, de transférer le siège social et le siège de direction effectif de la société du Grand-Duché de Luxembourg à Panama, et de faire adopter par la société la nationalité panaméenne, selon la loi panaméenne, et afin de soumettre la Société à la loi panaméenne.

L'assemblée constate que le transfert du siège social de Luxembourg à Panama ne constitue pas la création d'une nouvelle société.

Troisième résolution

L'assemblée décide d'approuver la situation comptable au 30 novembre 2014, annexée au présent acte, qui constituera le bilan d'ouverture de la société de nationalité panaméenne. Dans ce cadre, l'Assemblée, informée par le gérant unique, reconnaît que le capital social est totalement souscrit, que les capitaux propres se montent à cette date à un montant négatif de EUR 28,018 (vingt-huit milles dix-huit euros) et que la société n'a pas émis d'obligation de quelque nature que ce soit.

Quatrième résolution

L'assemblée décide de modifier la dénomination de la société en Colney S. de R.L.

Cinquième résolution

L'assemblée décide de transformer la forme sociale de la Société de société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois en société à responsabilité limitée de droit panaméen et de procéder à une refonte complète des statuts en langue espagnol telle qu'établi dans la 5^{ème} résolution de la version anglaise du présent acte.

Sixième résolution

L'assemblée décide d'établir le nouveau siège social de la société au Torre Molón, Calle Aquilino de la Guardia 16, Panama, République de Panama.

Septième résolution

L'assemblée décide de nommer les personnes suivantes, ayant leur adresse professionnelle au Torre Molón, Calle Aquilino de la Guardia 16, Panama, République de Panama, comme nouveaux gérants de la société:

- Arturo Manuel Illueca Moreno;
- Venus Illueca de Tulipano; et
- Maria Ines Tulipano.

Huitième résolution

L'assemblée décide de nommer Illueca y Asociados ayant leur siège social à Torre Molón, Calle Aquilino de la Guardia 16, Panamá, République de Panamá, en tant qu'agent de la Société afin de procéder à toutes les formalités nécessaires ou utiles à Panama dans le cadre du transfert de la Société.

Frais

Le montant des frais, dépenses et rémunérations quelconques incombant à la société en raison des présentes s'élève approximativement à 1.900,- EUR..

Le notaire instrumentant, qui comprend et parle la langue anglaise, déclare que le mandataire de la partie comparante l'a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, passé à Junglinster, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, qui a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: Max MAYER, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 06 janvier 2015. Relation GAC/2015/114. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Référence de publication: 2015015617/278.

(150017722) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 janvier 2015.

WMT Viva, S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 193.981.

—
STATUTES

In the year two thousand and fifteen, on the twenty-second day of January,

Before the undersigned Maître Jean SECKLER, notary, residing in Junglinster, Grand-Duchy of Luxembourg,

There appeared

Broadstreet International Partners S.à r.l., a société à responsabilité limitée (private limited liability company) duly incorporated and validly existing under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, having its registered office at 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, with a share capital of USD 2,305,304,560 and registered with the Registre de Commerce et des Sociétés, Luxembourg (Register of Trade and Companies) under number B 144.415

here represented by Mr Max MAYER, employee, residing professionally in Junglinster, 3, route de Luxembourg, by virtue of a power of attorney.

The said power of attorney, initialled ne varietur by the appearing party and the undersigned notary, shall remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

Such party, appearing in the capacity in which it acts, has requested the notary to draw up the following articles of association (the "Articles") of a société à responsabilité limitée (private limited liability company) which is hereby incorporated.

A. Purpose - Duration - Name - Registered office.

Art. 1. There is hereby established by the current owner of the shares created hereafter and for all those who may become shareholders in the future, a société à responsabilité limitée (the “Company”) which shall be governed by the law of 10 August 1915 regarding commercial companies, as amended, as well as by these articles of association.

Art. 2. The purpose of the Company is the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies and any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange, or otherwise of securities of any kind and the administration, control and development of its portfolio.

The Company may raise funds through borrowing in any form or by issuing any securities or debt instruments, including bonds, by accepting any other form of investment or by granting any rights of whatever nature, subject to the terms and conditions of the law.

The Company may further guarantee, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies as the Company.

The Company may carry out any commercial, industrial or financial activities which it may deem useful in the accomplishment of its purpose.

Art. 3. The Company is incorporated for an unlimited period of time.

Art. 4. The Company will assume the name of «WMT Viva, S.à r.l.».

Art. 5. The registered office of the Company is established in Luxembourg City. It may be transferred to any other place in the Grand-Duchy of Luxembourg by means of a resolution of a general meeting of its shareholders. Within the same municipality, the registered office may be transferred through simple resolution of the manager or the board of managers.

Branches or other offices may be established either in the Grand-Duchy of Luxembourg or abroad by resolution of the manager or, in the case of several managers, by the board of managers.

In the event that the manager or the board of managers determines that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company.

B. Share capital - Shares

Art. 6. The Company’s share capital is set at twenty thousand US dollars (USD 20,000) represented by twenty thousand (20,000) shares with a nominal value of one US dollar (1 USD) each.

Each share is entitled to one vote at ordinary and extraordinary general meetings.

Art. 7. The share capital may be modified at any time by the approval of (i) a majority of shareholders (ii) representing at least three quarters of the share capital.

Art. 8. The Company will recognize only one holder per share. The joint co-owners shall appoint a single representative who shall represent them towards the Company.

Art. 9. The Company’s shares are freely transferable among shareholders. Any inter vivos transfer to a new shareholder is subject to the approval of such transfer given by shareholders representing at least three quarters of the share capital. In the event of death, the shares of a deceased shareholder may only be transferred to non-shareholders subject to the approval of such transfer given by (i) a majority of shareholders (ii) representing at least three quarters of the share capital general meeting. Such approval is, however, not required if the shares are transferred either to parents, descendants or the surviving spouse.

Art. 10. The death, suspension of civil rights, dissolution, bankruptcy or insolvency of any of the shareholders will not cause the dissolution of the Company.

C. Management

Art. 11. The Company is managed by one or several managers, who do not need to be shareholders. The managers may be divided into A managers and B managers.

The managers are appointed by the general meeting of shareholders which sets the term of their office. They may be dismissed freely at any time and without specific cause.

In the case of a sole manager, the Company will be bound in all circumstances by the signature of the sole manager.

In the case of several managers, the Company is managed by a board of managers composed of at least one A manager and one B manager. In that case, the Company will be bound in all circumstances by the joint signature of any A manager together with any B manager.

The sole manager, the board of managers and the Company may grant special powers by authentic proxy or power of attorney by private instrument.

Art. 12. In the case of several managers, the board of managers may choose from among its members a chairman, and may choose from among its members a vice-chairman. It may also choose a secretary, who need not be a manager, and who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of managers and of the shareholders.

In dealings with third parties, the board of managers has the most extensive powers to act in the name of the Company in all circumstances and to authorize all transactions consistent with the Company's purpose.

The board of managers shall meet upon being called by the chairman, or two managers, at the place indicated in the notice of meeting. The meetings of the board of managers shall be held at the registered office of the Company unless otherwise indicated in the notice of meeting.

Where a permanent chairman has been elected, it shall preside at all meetings of the board of managers, but in his absence, the board of managers may appoint another manager as chairman pro tempore by vote of the majority present at any such meeting. In the contrary, at each board meeting, the board of managers may choose from among its members a chairman that shall preside the meeting.

Written notice of any meeting of the board of managers must be given to the managers at least twenty-four hours in advance of the date scheduled for the meeting, except in the case of an emergency, in which case the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice. This notice may be waived by consent in writing, by cable, telegram, telex or facsimile, or any other similar means of communication. A special convening notice will not be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers. No notice shall be required in the case that all the members of the board of managers are present or represented at a meeting of such board of managers or in the case of resolutions in writing approved and signed by all the members of the board of managers.

Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing or by cable, telegram, telex or facsimile another manager as his proxy. A manager may represent one or more of his colleagues.

Any manager may participate in any meeting of the board of managers by conference call or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting.

The board of managers can deliberate or act validly only if at least a majority of the managers, including at least one A manager and one B manager, is present or represented at a meeting of the board of managers.

Decisions shall be taken by a majority vote of all the managers present or represented at such meeting; in case of a tied vote, the chairman, if any, shall have a casting vote.

The board of managers may, unanimously, pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by cable, telegram, telex or facsimile, or any other similar means of communication, to be confirmed in writing. The entirety will form the minutes giving evidence of the passing of the resolution.

Art. 13. The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by the chairman or, in his absence, by the vice-chairman, or by any two managers. Copies or excerpts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman, or by any two managers.

Art. 14. The death or resignation of a manager, for any reason whatsoever, shall not cause the dissolution of the Company.

Art. 15. The manager(s) do not assume, by reason of their position, any personal liability in relation to commitments regularly made by them in the name of the Company. They are authorized agents only and are therefore merely responsible for the execution of their mandate

D. Decisions of the sole shareholder - Collective decisions of the shareholders

Art. 16. Each shareholder may participate in the collective decisions irrespective of the number of shares which he owns. Each shareholder is entitled to as many votes as shares he holds or represents.

Art. 17. Collective decisions are only validly taken in so far as they are adopted by shareholders owning more than half of the share capital. The shareholders may not change the nationality of the Company otherwise than by unanimous consent. Any other amendment of the articles of association requires the approval of (i) a majority of shareholders (ii) representing three quarters of the share capital at least.

Art. 18. If the Company is composed of a sole shareholder, the latter exercises the powers devolved to the meeting of shareholders by the dispositions of section XII of the law of 10 August 1915 regarding commercial companies, as amended.

E. Financial year - Annual accounts - Distribution of profits

Art. 19. The Company's year commences on 1 February of each year and ends on the 31 January of the following year.

Art. 20. Each year on 31 January, the accounts are closed and the manager(s) prepare an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities. Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 21. Each year, five percent (5%) of the net profit are set aside for the establishment of a statutory reserve, until such reserve amounts to ten percent (10%) of the share capital. The balance may be freely used by the shareholders.

Art. 22. The sole manager or the board of managers, as the case may be, or the general meeting of shareholders may proceed with the payment of interim dividends, under the conditions that (i) interim accounts have been drawn-up showing that sufficient funds are available and (ii) the amount to be distributed does not exceed total profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, plus any profits carried forward and sums drawn from reserves available for this purpose, less losses carried forward and any sums to be placed to reserve pursuant to the requirements of the law or of these articles of association.

Art. 23. The share premium, if any, may be freely distributed to the shareholder(s) by a resolution of the shareholder(s) or of the manager(s), subject to any legal provisions regarding the inalienability of the share capital and of the legal reserve.

F. Dissolution - liquidation

Art. 24. In the event of the dissolution of the Company, the Company shall be liquidated by one or more liquidators, which do not need to be shareholders, and which are appointed by the general meeting of shareholders which will determine their powers and fees. The liquidators shall have the most extensive powers for the realization of the assets and payment of the liabilities.

The surplus, after payment of the liabilities, shall be distributed among the shareholders proportionally to the shares of the Company held by them.

Art. 25. All matters not governed by these articles of incorporation shall be determined in accordance with the law of 10 August 1915 regarding commercial companies, as amended.

Transitional provision

The first financial year shall begin on the date of the incorporation of the Company and shall end on 31 January 2015.

Subscription and payment

All the twenty thousand (20,000) shares representing the entire share capital of the Company, have been entirely subscribed by Broadstreet International Partners S.à r.l., named above, and fully paid up in cash, therefore the amount of twenty thousand US Dollars (USD 20,000) is now at the disposal of the Company, proof of which has been duly given to the notary by producing a blocked funds certificate.

Expenses

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with its incorporation, have been estimated at about EUR 1,300.-.

The corporate capital is valued at EUR 17,276.70-.

Resolutions of the sole shareholder

Immediately after the incorporation of the Company, the sole shareholder representing the entirety of the subscribed share capital passed the following resolutions:

1) - Kenneth Goldberg, born on July 21, 1963 in New Jersey, USA, with a professional address at 702, S.W. 8th Street, Bentonville, AR 72716, USA,

is appointed as a type A manager of the Company for an undetermined duration of time;

- Antoine Berckmans, born on June 19, 1978 in Uccle, Belgium, with a professional address at 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg; and

- Stéphane Reul, born on January 29, 1975 in Verviers, Belgium, with a professional address at 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg;

are appointed as type B managers of the Company for an undetermined duration of time.

2) The registered office of the Company shall be established at 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Junglinster, on the day specified at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing party, this deed is worded in English followed by a French translation; at the request of the same appearing party and in case of divergence between the English and the French text, the English version shall prevail.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, known to the notary by name, first name and residence, the said proxyholder of the appearing party signed together with the notary the present deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le vingt-deuxième jour du mois de janvier.

Par devant Maître Jean SECKLER, notaire de résidant professionnellement à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg,

A comparu,

Broadstreet International Partners S.à r.l., une société à responsabilité limitée dûment constituée et existant valablement en vertu des lois du Grand-Duché de Luxembourg ayant son siège social au 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, avec un capital social de 2.305.304.560 USD et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 144.415.

ici représentée par Monsieur Max MAYER, employé, résidant professionnellement à Junglinster, 3, route de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration paraphée ne varietur par la partie comparante et par le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte aux fins d'enregistrement.

Ladite partie comparante, agissant ès qualité, a requis le notaire instrumentant de dresser les statuts (les «Statuts») d'une société à responsabilité limitée qui est ainsi constituée:

A. Forme - Dénomination - Objet - Durée - Siège social

Art. 1^{er}. Il est formé par le propriétaire actuel des parts ci-après créées et tous ceux qui pourront devenir des associés par la suite, une société à responsabilité limitée (la «Société») qui sera régie par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée ainsi que par les présents Statuts.

Art. 2. La Société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères et toutes autres formes de placements, d'acquisition par achat, souscription ou toute autre manière ainsi que l'aliénation par la vente, l'échange ou toute autre manière de valeurs mobilières de toutes espèces et la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations.

La Société peut rassembler des fonds, notamment en faisant des emprunts sous quelque forme que ce soit ou en émettant tous titres participatifs ou tous titres représentatifs d'une dette, incluant des obligations, en acceptant tout autre forme d'investissement ou en accordant tous droits de toute nature, sous réserve des dispositions de la loi.

La Société peut également garantir, accorder des prêts à ou assister autrement des sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte ou des sociétés qui font partie du même groupe de sociétés que la Société.

La Société peut exercer toutes activités de nature commerciale, industrielle ou financière estimées utile pour l'accomplissement de son objet.

Art. 3. La Société est constituée pour une durée indéterminée.

Art. 4. La Société prend la dénomination de «WMT Viva, S.à r.l.».

Art. 5. Le siège social est établi à Luxembourg Ville. Il peut être transféré en tout autre localité du Grand-Duché de Luxembourg en vertu d'une décision de l'assemblée générale des associés. Le siège social peut être transféré au sein de la même municipalité par simple décision du gérant ou du conseil de gérance.

Des succursales ou bureaux peuvent être créés, tant dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger par simple décision du gérant ou, dans le cas où il y a plusieurs gérants, du conseil de gérance.

Au cas où le gérant ou le conseil de gérance estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée entre ce siège social et des personnes à l'étranger, se présentent ou paraissent imminents, le siège social pourra être provisoirement transféré à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; de telles mesures provisoires n'auront toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire de son siège social, restera une société luxembourgeoise.

B. Capital - Parts sociales

Art. 6. Le capital social est fixé à la somme de vingt mille dollars américains (USD 20.000), représentés par vingt-mille (20.000) parts sociales d'une valeur nominale de un dollar américain (1 USD) chacune.

Chaque part sociale donne droit à un vote aux assemblées générales ordinaires et extraordinaires.

Art. 7. Le capital social pourra, à tout moment, être modifié moyennant accord (i) de la majorité des associés (ii) représentant au moins les trois quarts du capital social.

Art. 8. Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la Société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles. Les copropriétaires indivis de parts sociales nommeront un seul représentant pour les représenter auprès de la Société.

Art. 9. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

En cas de décès d'un associé, les parts sociales de ce dernier ne peuvent être transmises à des non-associés que moyennant l'agrément pour un tel transfert donné en assemblée générale par (i) la majorité des associés (ii) représentant au moins les trois quarts du capital social. Un tel accord n'est cependant pas requis lorsque les parts sont transmises, soit à des ascendants ou descendants, soit au conjoint survivant.

Art. 10. Le décès, la suspension des droits civiques, la dissolution, la faillite ou l'insolvabilité de l'un des associés ne saurait entraîner la dissolution de la Société.

C. Gérance

Art. 11. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants, qui n'ont pas besoin d'être associés. Les gérants peuvent être divisés en gérants A et gérants B.

Les gérants sont nommés par l'assemblée générale des associés laquelle fixera la durée de leur mandat. Les gérants sont librement et à tout moment révocables sans cause spécifique.

En cas de gérant unique, la Société sera engagée en toutes circonstances par la signature de son gérant unique.

En cas de pluralité de gérants, la Société est gérée par un conseil de gérance composé d'au moins un gérant A et d'un gérant B. Dans ce cas, la Société sera engagée en toutes circonstances par la signature conjointe de l'un des gérants A avec l'un des gérants B.

Le gérant unique, le conseil de gérance et la Société peuvent également conférer tous mandats spéciaux par procuration authentique ou sous seing privé.

Art. 12. En cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance pourra choisir parmi ses membres un président et pourra choisir parmi ses membres un vice-président. Il pourra également choisir un secrétaire qui n'a pas besoin d'être gérant et qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil de gérance et d'assemblée générale d'actionnaires.

Vis-à-vis des tiers, le conseil de gérance a les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société en toutes circonstances et pour faire autoriser tous les transactions relatives à son objet.

Le conseil de gérance se réunira sur convocation du président, ou de deux gérants, au lieu indiqué dans l'avis de convocation. Les réunions du conseil de gérance se tiendront au siège social de la Société à moins que l'avis de convocation n'en dispose autrement.

Lorsqu'un président permanent a été élu, il présidera toutes les réunions du conseil de gérance, mais en son absence le conseil de gérance pourra désigner à la majorité des personnes présentes à cette réunion un autre gérant pour assumer la présidence pro tempore de ces réunions. Dans le cas contraire, à chaque réunion du conseil, le conseil de gérance peut choisir parmi ses membres un président qui présidera la réunion.

Avis écrit de toute réunion du conseil de gérance sera donné à tous les gérants au moins vingt-quatre heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Il pourra être passé outre à cette convocation à la suite de l'assentiment de chaque gérant par écrit ou par câble, télégramme, télex, télécopieur ou tout autre moyen de communication similaire. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil de gérance se tenant à une heure et un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil de gérance. Aucun avis de convocation n'est requis lorsque tous les gérants sont présents ou représentés à une réunion du conseil de gérance ou lorsque des résolutions écrites sont approuvées et signées par tous les membres du conseil de gérance.

Tout gérant pourra se faire représenter à toute réunion du conseil de gérance en désignant par écrit ou par câble, télégramme, télex ou télécopie un autre gérant comme son mandataire. Un gérant peut représenter plusieurs de ses collègues.

Tout gérant peut participer à une réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique ou par d'autres moyens de communication similaires où toutes les personnes prenant part à cette réunion peuvent s'entendre les unes les autres. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion.

Le conseil de gérance ne pourra délibérer ou agir valablement que si la majorité au moins des gérants, y compris au moins un gérant A et un gérant B, est présente ou représentée à la réunion du conseil de gérance.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des gérants présents ou représentés à cette réunion; en cas d'égalité des voix, le président, le cas échéant, a voix prépondérante.

Le conseil de gérance pourra, à l'unanimité, prendre des résolutions par voie circulaire en exprimant son approbation au moyen d'un ou de plusieurs écrits ou par câble, télégramme, télex, télécopieur ou tout autre moyen de communication similaire, à confirmer par écrit. L'ensemble constitue le procès-verbal faisant preuve de l'adoption de la décision.

Art. 13. Les procès-verbaux de toutes les réunions du conseil de gérance seront signés par le président ou, en son absence, par le vice-président, ou par deux gérants. Les copies ou extraits des procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par le président ou par deux gérants.

Art. 14. Le décès d'un gérant ou sa démission, pour quelque motif que ce soit, n'entraîne pas la dissolution de la Société.

Art. 15. Le ou les gérant(s) ne contracte(nt), à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société. Simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

D. Décision de l'associé unique - Décisions collectives des associés

Art. 16. Chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qu'il possède. Chaque associé à un nombre de votes égal au nombre de parts qu'il possède ou représente.

Art. 17. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles ont été adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital social. Les associés ne peuvent, si ce n'est à l'unanimité, changer la nationalité de la Société. Toute autre modification des statuts nécessite l'accord de (i) la majorité des associés (ii) représentant au moins les trois quarts du capital social.

Art. 18. Si la Société n'a qu'un associé unique, ce dernier exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée des associés par les dispositions de la section XII de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée.

E. Année sociale - Bilan - Répartition

Art. 19. L'année sociale commence le 1^{er} février de chaque année et se termine le 31 janvier de l'année suivante.

Art. 20. Chaque année au 31 janvier les comptes sont arrêtés et le ou les gérant(s) dressent un inventaire comprenant l'indication des valeurs de l'actif et du passif de la Société. Tout associé peut prendre communication au siège social de la Société de l'inventaire et du bilan.

Art. 21. Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à ce que celui-ci atteigne dix pour cent (10%) du capital social. Le solde est à la libre disposition de l'assemblée générale.

Art. 22. Le gérant unique, ou le conseil de gérance, ou l'assemblée générale des associés pourra procéder à la distribution de dividendes intérimaires, sous réserve que (i) des comptes intérimaires ont été établis, démontrant suffisamment de fonds disponibles et (ii) le montant à distribuer n'excède pas la somme totale des bénéfices faites depuis la fin du dernier exercice social pour lequel les comptes annuels ont été approuvés, plus tous les bénéfices reportés et sommes reçues de réserves disponibles à cette fin, moins des pertes reportées et toutes les sommes qui doivent être mises à la réserve conformément aux dispositions de la loi ou des statuts présents.

Art. 23. La prime d'émission, le cas échéant, est librement distribuable à l'associé/aux associés par une résolution des associés/de l'associé ou du/des gérant(s), sous réserve de toute disposition légale concernant l'inaliénabilité du capital social et de la réserve légale.

F. Dissolution - Liquidation

Art. 24. En cas de dissolution de la Société, le Société sera liquidée par un ou plusieurs liquidateur(s), associé(s) ou non, nommé(s) par l'assemblée des associés qui fixera leurs pouvoirs et leurs émoluments. Le ou les liquidateur(s) auront les pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'actif et le paiement du passif.

L'actif, après déduction du passif, sera partagé entre les associés en proportion des parts sociales détenues par eux dans la Société.

Art. 25. Tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts sera déterminé en conformité avec la loi du 10 août 1915, concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence à la date de constitution de la Société et finira le 31 janvier 2015.

Souscription et libération

Toutes les vingt-mille (20.000) parts sociales représentant l'intégralité du capital social de la Société sont souscrites par Broadstreet International Partners S.à r.l., prénommée comme indiqué ci-dessus, et entièrement payées en espèce, de sorte que le montant de vingt mille dollars américains (USD 20.000) est dès maintenant à la disposition de la Société, dont la preuve a été donnée au notaire soussigné par un certificat de blocage des fonds.

Frais

Le montant des frais, dépenses, coûts ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, sont approximativement évalués à 1.300,- EUR.

Le capital social a été évalué à 17.276,70- EUR.

Résolutions de l'associé unique

Immédiatement après la constitution de la Société, l'associé unique agissant en sa qualité d'associé unique, représentant la totalité du capital social souscrit, a pris les résolutions suivantes:

1) - Kenneth Goldberg, né le 21 juillet 1963 à New Jersey, USA, et résidant professionnellement au 702, S.W. 8th Street, Bentonville, AR 72716, USA,

est nommé gérant de type A de la Société pour une durée indéterminée;

- Antoine Berckmans, né le 19 juin 1978 à Uccle, Belgium, et résidant professionnellement au 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg; et

- Stéphane Reul, né le 29 janvier 1975 à Verviers, Belgique et résidant professionnellement au 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg;

sont nommés gérants de type B de la Société pour une durée indéterminée.

2) Le siège social de la Société est établi au 46A, avenue J.F. Kennedy à L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Dont acte, passé à Junglinster à la date figurant en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate sur demande du comparant que le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une traduction en français; à la demande du même comparant et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fait foi.

L'acte ayant été lu au mandataire du comparant connu du notaire instrumentant par nom, prénom, et résidence, ledit mandataire du comparant a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Max MAYER, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 23 janvier 2015. Relation GAC/2015/719. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Référence de publication: 2015015432/363.

(150017895) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2015.

BRM S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 194.007.

— STATUTES

In the year two thousand and fifteen, on the ninth day of January

Before Us Maître Jean Seckler, notary residing in Junglinster, (Grand Duchy of Luxembourg), undersigned,

APPEARED:

PRIMOS S.A., a public limited company incorporated and existing under the Luxembourg law, having its registered office at L-1511 Luxembourg, 121 avenue de la Faïencerie, registered at the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 155219,

here represented by Mr Max Mayer employee, residing professionally in L-6130 Junglinster, 3, route de Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

The said proxy, after having been signed "ne varietur" by the proxy holder of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

Such appearing party, represented as stated here-above, has requested the undersigned notary, to state as follows the articles of association of a private limited liability company ("société à responsabilité limitée"), which is hereby incorporated:

I. Name - Registered office - Object - Duration

1. Name. There is formed a private limited liability company ("société à responsabilité limitée") under the name "BRM S.à r.l." (hereafter the "Company"), which will be governed by the laws of Luxembourg, in particular by the law dated 10 August 1915 on commercial companies, as amended (hereafter the "Law"), as well as by the present articles of association (hereafter the "Articles").

2. Registered office.

2.1 The registered office of the Company is established in Luxembourg-City, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within the boundaries of the municipality by a resolution of the single manager, or as the case may be, by the board of managers of the Company. The registered office may further be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the single shareholder or the general meeting of shareholders adopted in the manner required for the amendment of the Articles.

2.2 Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the single manager, or as the case may be, the board of managers of the Company. Where the single manager or the board of managers of the Company determines that extraordinary political or military developments or

events have occurred or are imminent and that these developments or events would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances. Such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

3. Object.

3.1 The object of the Company is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever, and the management of such participations. The Company can be the General Partner of a partnership limited by shares. The Company may in particular acquire by subscription, purchase, and exchange or in any other manner any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and more generally any securities and financial instruments issued by any public or private entity whatsoever. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. The Company shall be considered as a “Société de Participations Financières” according to the applicable provisions.

3.2 It may further invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin whatsoever.

3.3 The Company may borrow in any form except by way of public offer. It may issue, by way of private placement only, notes, bonds and debentures and any kind of debt and/or equity securities. The Company may lend funds including, without limitation, the proceeds of any borrowings and/or issues of debt or equity securities to its subsidiaries, affiliated companies and/or any other companies or persons that may or may not be shareholders of the Company to the extent permitted under Luxembourg law. The Company may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over all or over some of its assets to guarantee its own obligations and undertakings and/or obligations and undertakings of any other companies or persons that may or may not be shareholders of the Company, and, generally, for its own benefit and/or the benefit of any other companies or persons that may or may not be shareholders of the Company.

3.4 The Company may generally employ any techniques and instruments relating to its investments for the purpose of their efficient management, including techniques and instruments designed to protect the Company against credit, currency exchange, interest rate risks and other risks.

3.5 The Company may buy, sell, exchange, finance, lease, improve, demolish, construct for its own account, develop, divide and manage any real estate. It may further execute all works of renovations and transformations as well as the maintenance of these assets.

3.6 The Company may carry out any commercial, financial or industrial operations and any transactions with respect to real estate or movable property, which directly or indirectly favor or relate to its object.

4. Duration.

4.1 The Company is formed for an unlimited period of time.

4.2 The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or several of the shareholders.

II. Capital - Shares

5. Capital.

5.1 The Company's corporate capital is fixed at twelve thousand and five hundred euro (EUR 12,500.-), represented by five hundred (500) shares in registered form with a par value of twenty-five euro (EUR 25.-) each, all subscribed and fully paid-up.

5.2 The share capital of the Company may be increased or reduced in one or several times by a resolution of the single shareholder or, as the case may be, by the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for the amendment of the Articles.

6. Shares.

6.1 Each share entitles the holder to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

6.2 Towards the Company, the Company's shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

6.3 Shares are freely transferable among shareholders or, if there is no more than one shareholder, to third parties.

If the Company has more than one shareholder, the transfer of shares to non-shareholders is subject to the prior approval of the general meeting of shareholders representing at least three quarters of the share capital of the Company.

A share transfer will only be binding upon the Company or third parties following a notification to, or acceptance by, the Company in accordance with article 1690 of the civil code.

For all other matters, reference is being made to articles 189 and 190 of the Law.

6.4 A shareholders' register will be kept at the registered office of the Company in accordance with the provisions of the Law and may be examined by each shareholder who so requests.

6.5 The Company may redeem its own shares within the limits set forth by the Law.

III. Management - Representation

7. Board of managers.

7.1 The Company is managed by one or more managers appointed by a resolution of the single shareholder or the general meeting of shareholders which sets the term of their office. If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers. The manager(s) need not to be shareholder(s).

7.2 The managers may be dismissed at any time ad nutum (without any reason).

7.3 The shareholder(s) may decide to appoint one or several Class A managers and one or several Class B managers.

8. Powers of the board of managers.

8.1 All powers not expressly reserved by the Law or the present Articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the single manager or, if the Company is managed by more than one manager, the board of managers, which shall have all powers to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's object.

8.2 Subject to article 8.3 special and limited powers may be delegated for specified matters to one or more persons, whether shareholders or not, by any manager of the Company.

8.3 If the shareholder(s) have appointed one or several Class A managers and one or several Class B managers, special and limited powers may be delegated for specified matters to one or more persons, whether shareholders or not, only by any Class A manager acting jointly with any Class B manager.

9. Procedure.

9.1 The board of managers shall meet as often as the Company's interests so require or upon call of any manager at the place indicated in the convening notice.

9.2 Written notice of any meeting of the board of managers shall be given to all managers at least 24 (twenty-four) hours in advance of the date set for such meeting, except in case of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the convening notice of the meeting of the board of managers.

9.3 The notice period may be waived by the consent in writing, whether in original, by telegram, telex, facsimile or e-mail, of each member of the board of managers of the Company or if all the members of the board of managers of the Company are present or represented at the meeting and if they state to have been duly informed, and to have had full knowledge of the agenda of the meeting.

9.4 Any manager may grant a written power of attorney to another person (who need not be a manager) in order to be represented at any meeting of the board of managers.

9.5 The Board can validly deliberate and act only if a majority of its members is present or represented. Resolutions of the Board are validly taken by a majority of the votes of the managers present or represented provided that, if the shareholder(s) have appointed one or several Class A managers and one or several Class B managers, at least two Class A managers acting jointly or one Class A manager and one Class B manager (in each case, whether in person or by proxy) votes in favor of the resolution. The chairman shall not be entitled to a second or casting vote.

9.6 The resolutions of the board of managers will be recorded in minutes signed by all the managers present at the meeting.

9.7 Any manager may participate in any meeting of the board of managers by telephone or video conference call or by any other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear and speak to each other. The participation in a meeting by these means is deemed equivalent to a participation in person at such meeting.

9.8 In cases of urgency, circular resolutions signed by all the managers shall be valid and binding in the same manner as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter or facsimile.

10. Representation.

10.1 Subject to article 10.2 the Company shall be bound towards third parties in all matters by the signature of any Class A manager of the Company or by the signature of any persons to whom such signatory power has been validly delegated in accordance with article 8.2 and 8.3 of these Articles.

10.2 If the shareholder(s) have appointed one or several Class A managers and one or several Class B managers, the Company will be bound towards third parties by the joint signature of one Class A manager with any Class B manager or joint signature of at least two Class A managers.

11. Liability of the managers. The managers assume, by reason of their mandate, no personal liability in relation to any commitment validly made by them in the name of the Company, provided such commitment is in compliance with these Articles as well as the applicable provisions of the Law.

IV. General meetings of shareholders

12. Powers and Voting rights.

12.1 The single shareholder assumes all powers conferred by the Law to the general meeting of shareholders.

12.2 Each shareholder has voting rights commensurate to its shareholding.

12.3 Each shareholder may appoint any person or entity as his attorney pursuant to a written proxy given by letter, telegram, telex, facsimile or e-mail, to represent him at the general meetings of shareholders.

13. Form - Quorum - Majority.

13.1 If there are not more than twenty-five shareholders, the decisions of the shareholders may be taken by circular resolution, the text of which shall be sent to all the shareholders in writing, whether in original or by telegram, telex, facsimile or e-mail. The shareholders shall cast their vote by signing the circular resolution. The signatures of the shareholders may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter or facsimile.

13.2 In case of a plurality of shareholders, each shareholder may take part in collective decisions irrespectively of the number of shares, which he owns. Each shareholder has voting rights commensurate with his shareholding.

13.3 However, resolutions to alter the Articles or to dissolve and liquidate the Company may only be adopted by the majority of the shareholders owning at least three quarters of the Company's share capital.

V. Annual accounts - Allocation of profits

14. Accounting year.

14.1 The accounting year of the Company shall begin on the first day of January of each year and end on the thirty-first of December of each year.

14.2 Each year, with reference to the end of the Company's year, the single manager or, as the case may be, the board of managers must prepare the balance sheet and the profit and loss accounts of the Company as well as an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities, with an annex summarizing all the Company's commitments and the debts of the managers, the statutory auditor(s) (if any) and shareholders towards the Company.

14.3 Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

15. Allocation of profits.

15.1 The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortization and expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent (5%) of the net profits of the Company is allocated to the statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's nominal share capital.

15.2 The general meeting of shareholders has discretionary power to dispose of the surplus. It may in particular allocate such profit to the payment of a dividend or transfer it to the reserve or carry it forward.

15.3 The general meeting of shareholders may decide to pay interim dividends on the basis of statements of accounts prepared by the managers showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed profits realised either since the end of the last fiscal year increased by profits carried forward and distributable reserves, including share premium, but decreased by losses carried forward or, where the distribution is to be made during the first financial year of the Company, since the date of incorporation of the Company but, in either case, decreased by sums to be allocated to a reserve to be established by law or by these Articles.

VI. Dissolution - Liquidation

In the event of dissolution of the Company, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, who do not need to be shareholders, appointed by a resolution of the single shareholder or the general meeting of shareholders which will determine their powers and remuneration. Unless otherwise provided for in the resolution of the shareholder (s) or by law, the liquidators shall be invested with the broadest powers for the realization of the assets and payments of the liabilities of the Company.

The surplus resulting from the realization of the assets and the payment of the liabilities of the Company shall be paid to the shareholder or, in the case of a plurality of shareholders, the shareholders in proportion to the shares held by each shareholder in the Company.

VII. General provision

Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

Transitory provision

The first accounting year shall begin on the date of this deed and shall end on December 31, 2015.

Subscription - Payment

Thereupon, PRIMOS S.A., pre-named and represented as stated above, declares to subscribe to five hundred (500) shares in registered form, with a par value of twenty-five euro (EUR 25.-) each, and to fully pay them up by way of a contribution in cash amounting to twelve thousand five hundred euros (EUR 12 500.-).

Costs

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the Company incurs or for which it is liable by reason of its incorporation, is approximately EUR 1,250.-.

Resolutions of the sole shareholder

Immediately after the incorporation of the Company, the sole shareholder of the Company, representing the entirety of the subscribed share capital has passed the following resolutions:

1) The following persons are appointed as class A and B Managers of the Company for an indefinite period:

- *Class A Manager,*

Mrs. Yasmina BEKOUASSA, Companies' Director, born on 17th October 1978, in Metz (France), residing professionally at 121, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg

- *Class A Manager,*

Mr. Alain HEINZ, Companies' Director, born on 17th May 1968, in Forbach (France), residing professionally at 121, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg.

- *Class B Manager,*

Mr. Jean-Pascal CARUSO, Companies' Director, born on 6th July 1975, in Metz (France), residing professionally at 121, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg.

2) The registered office of the Company is set at L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.

Statement

The undersigned notary who understands and speaks English and French, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Junglinster, at the date indicated at the beginning of the document.

After reading the present deed to the proxy holder of the appearing party, acting as said before, known to the notary by name, first name, civil status and residence, the said proxy holder has signed with Us the notary the present deed.

Suit la version en langue française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le neuvième jour de janvier

Par-devant Nous Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné,

A COMPARU:

PRIMOS S.A., société anonyme, existant et gouvernée par les lois du Luxembourg, ayant son siège social à L-1511 Luxembourg, 121 avenue de la Faïencerie, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés du Luxembourg sous le numéro B155219,

ici représentée par M. Max MAYER, employé, demeurant professionnellement à L-6130 Junglinster, 3, route de Luxembourg en vertu d'une procuration donnée sous seing privé,

Laquelle procuration restera, après avoir été signée "ne varietur" par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, annexée au présent acte pour les besoins de l'enregistrement.

Laquelle parties comparante, représentée comme indiqué ci-avant, a requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée dont elle a arrêté les statuts comme suit:

I. Dénomination - Siège social - Objet social - Durée

1. Dénomination. Il est établi une société à responsabilité limitée sous la dénomination «BRM S.à r.l.» (ci-après la "Société"), qui sera régie par les lois du Luxembourg, en particulier par la loi du 10 Août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après la "Loi") et par les présents statuts (ci-après les "Statuts").

2. Siège social.

2.1 Le siège social est établi à Luxembourg-Ville, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré dans les limites de la commune de Luxembourg par décision du gérant unique ou, le cas échéant, par le conseil de gérance de la Société. Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

2.2 Il peut être créé par décision du gérant unique ou, le cas échéant, du conseil de gérance, des succursales, filiales ou bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger. Lorsque le gérant unique ou le conseil de gérance estime que des événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire se sont produits ou sont imminents, et que ces événements seraient de nature à compromettre l'activité normale de la Société à son siège social ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Ces mesures provisoires n'auront toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société qui, en dépit du transfert de son siège social, restera une société luxembourgeoise.

3. Objet social.

3.1 La Société a pour objet la prise de participation, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans toutes les sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit, la gestion de ces sociétés ou entreprises ou participations. La Société peut également agir en tant qu'associé-gérant-commandité d'une société en commandite par actions. La Société pourra en particulier acquérir par souscription, achat, et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et autres instruments de dette et en général toutes valeurs ou instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. Elle pourra participer dans la création, le développement, la gestion et le contrôle de toute société ou entreprise. La Société sera considérée comme une Société de Participations Financières selon les mesures en vigueur.

3.2 Elle pourra en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

3.3 La Société pourra emprunter sous quelque forme que ce soit sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de parts sociales et obligations et d'autres titres représentatifs d'emprunts et/ou de créances. La Société pourra prêter des fonds, en ce compris, sans limitation, ceux résultant des emprunts et/ou des émissions d'obligations ou de valeurs, à ses filiales, sociétés affiliées et/ou toute autre société ou personne qui peuvent être associés ou non de la Société, dans la limite de ce qui est permis par la loi luxembourgeoise. La Société pourra aussi donner des garanties et nantir, transférer, grever ou créer de toute autre manière et accorder des sûretés sur toutes ou partie de ses actifs afin de garantir ses propres obligations et engagements et/ou obligations et engagements de toute autre société ou personne qui peuvent être associés ou non de la Société, et, de manière générale, en sa faveur et/ou en faveur de toute autre société ou personne qui peuvent être associés ou non de la Société.

3.4 La Société peut, d'une manière générale, employer toutes techniques et instruments liés à des investissements en vue d'une gestion efficace, y compris des techniques et instruments destinés à la protéger contre les créanciers, fluctuations monétaires, fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

3.5 La société pourra acheter, vendre, échanger, financer, louer, améliorer, démolir, construire pour son propre compte, développer, diviser et gérer tous biens immobiliers. Elle pourra en outre effectuer tous travaux de rénovations et de transformations ainsi que la maintenance de ces biens.

3.6 La Société pourra accomplir toutes opérations commerciales, financières ou industrielles, ainsi que toutes transactions se rapportant à la propriété immobilière ou mobilière, qui directement ou indirectement favorisent ou se rapportent à la réalisation de son objet social.

4. Durée.

4.1 La Société est constituée pour une durée illimitée.

4.2 La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de l'interdiction, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre événement similaire affectant l'un ou plusieurs associés.

II. Capital - Parts sociales

5. Capital.

5.1 Le capital de la Société est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12'500,-), représenté par cinq cents (500) parts sociales sous forme nominative d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25,-) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.

5.2 Le capital social de la Société pourra être augmenté ou réduit en une seule ou plusieurs fois par résolution de l'associé unique ou, le cas échéant, de l'assemblée générale des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

6. Parts sociales.

6.1 Chaque part sociale donne droit à une fraction des actifs et bénéfices de la Société en proportion directe avec le nombre des parts sociales existantes.

6.2 Envers la Société, les parts sociales de la Société sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par part sociale est admis. Les co-propriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

6.3 Les parts sociales sont librement transmissibles entre associés et, en cas d'associé unique, à des tiers.

En cas de pluralité d'associés, la cession de parts sociales à des non-associés n'est possible qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

La cession de parts sociales n'est opposable à la Société ou aux tiers qu'après qu'elle aura été notifiée à la Société ou acceptée par elle en conformité avec les dispositions de l'article 1690 du code civil.

Pour toutes autres questions, il est fait référence aux dispositions des articles 189 et 190 de la Loi.

6.4 Un registre des associés sera tenu au siège social de la Société conformément aux dispositions de la Loi ou il pourra être consulté par chaque associé.

6.5 La Société peut procéder au rachat de ses propres parts sociales dans les limites et aux conditions prévues par la Loi.

III. Gestion - Représentation

7. Conseil de gérance.

7.1 La Société est gérée par un ou plusieurs gérants qui seront nommés par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés, lequel/laquelle fixera la durée de leur mandat. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront un conseil de gérance. Le(s) gérant(s) n' (ne) est (sont) pas nécessairement associé(s).

7.2 Les gérants sont révocables n'importe quand ad nutum (sans aucune raison).

7.3 L'associé unique ou les associés, selon le cas, pourront nommer un ou plusieurs gérants de Classe A et un ou plusieurs gérants de Classe B.

8. Pouvoirs du conseil de gérance.

8.1 Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés par la Loi ou les présents Statuts seront de la compétence du gérant ou, si la Société est gérée par plus qu'un gérant, du conseil de gérance, lequel aura tous pouvoirs pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformes à l'objet social de la Société.

8.2 Sous réserve des dispositions de l'article 8.3, des pouvoirs spéciaux et limités pour des tâches spécifiques peuvent être délégués à une ou plusieurs personnes, qu'elles soient associés ou non, par tout gérant de la Société.

8.3 Si les associés ont nommés un ou plusieurs gérants de Classe A et un ou plusieurs gérants de Classe B, des pouvoirs spéciaux et limités pour des tâches spécifiques ne peuvent être délégués à une ou plusieurs personnes, qu'elles soient associés ou non, que par tout gérant de Classe A agissant conjointement avec tout gérant de Classe B.

9. Procédure.

9.1 Le conseil de gérance se réunira aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige ou sur convocation d'un des gérants au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

9.2 Il sera donné à tous les gérants un avis écrit de toute réunion du conseil de gérance au moins 24 (vingt-quatre) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature (et les motifs) de cette urgence seront mentionnés brièvement dans l'avis de convocation de la réunion du conseil de gérance.

9.3 Il peut être renoncé à la période de convocation avec l'accord de chaque membre du conseil de gérance de la Société donné par écrit soit en original, soit par télégramme, télex, téléfax ou courrier électronique, ou si tous les membres du conseil de gérance de la Société sont présents ou représentés lors de la réunion et déclarent avoir été dûment informés de la réunion et de son ordre du jour.

9.4 Tout gérant peut donner une procuration écrite à toute autre personne (gérant ou non) afin de le représenter à toute réunion du conseil de gérance.

9.5 Le conseil de gérance ne pourra délibérer et agir valablement que si la majorité de ses membres sont présents ou représentés. Les décisions du conseil de gérance ne sont prises valablement qu'à la majorité des voix à la condition que, si l'associé unique ou les associés ont nommés un ou plusieurs gérants de Classe A et un ou plusieurs gérants de Classe B, au moins deux gérants de Classe A agissant conjointement ou un gérant de classe A et un gérant de Classe B (à chaque fois soit en personne soit par procuration) votent en faveur de la résolution. Le Président ne dispose pas d'une seconde voix ou d'une voix prépondérante.

9.6 Les procès-verbaux des réunions du conseil de gérance seront signés par tous les gérants présents à la réunion.

9.7 Tout gérant peut participer à la réunion du conseil de gérance par téléphone ou vidéo conférence ou par tout autre moyen de communication similaire, ayant pour effet que toutes les personnes participant à la réunion puissent s'entendre et se parler. La participation à la réunion par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à la réunion.

9.8 En cas d'urgence, les résolutions circulaires signées par tous les gérants seront considérées comme étant valablement adoptées comme si une réunion du conseil de gérance dûment convoquée avait été tenue. Les signatures des gérants peuvent être apposées sur un document unique ou sur plusieurs copies d'une résolution identique, envoyées par lettre ou téléfax.

10. Représentation.

10.1 Sous réserve des dispositions de l'article 10.2, la Société est engagée vis-à-vis des tiers en toutes circonstances par la seule signature d'un gérant de Classe A ou par la signature de toutes personnes à qui de tels pouvoirs de signature ont été valablement délégués conformément aux articles 8.2 et 8.3 des Statuts.

10.2 Si l'associé unique ou les associés ont nommé un ou plusieurs gérants de Classe A et un ou plusieurs gérants de Classe B, la Société sera engagée, vis-à-vis des tiers par la signature conjointe d'un gérant de Classe A et d'un gérant de Classe B ou par la signature conjointe d'au moins deux gérants de Classe A.

11. Responsabilités des gérants. Les gérants ne contractent, en raison de leur mandat, aucune obligation personnelle relativement à tout engagement valablement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où un tel engagement est en conformité avec les Statuts et les dispositions de la Loi.

IV. Assemblée générale des associés

12. Pouvoirs et Droits de vote.

12.1 L'associé unique exerce tous les pouvoirs qui sont attribués par la Loi à l'assemblée générale des associés.

12.2 Chaque associé possède des droits de vote proportionnels au nombre de parts sociales détenues par lui.

12.3 Tout associé pourra se faire représenter aux assemblées générales des associés de la Société en désignant par écrit, soit par lettre, télégramme, télex, télécopie ou courrier électronique une autre personne ou entité comme mandataire.

13. Forme - Quorum - Majorité.

13.1 Lorsque le nombre d'associés n'excède pas vingt-cinq associés, les décisions des associés pourront être prises par résolution circulaire dont le texte sera envoyé à chaque associé par écrit, soit en original, soit par télégramme, télex, télécopie ou courrier électronique. Les associés exprimeront leur vote en signant la résolution circulaire. Les signatures des associés apparaîtront sur un document unique ou sur plusieurs copies d'une résolution identique envoyé(e)s par lettre ou télécopie.

13.2 En cas de pluralité d'associé, chaque associé peut prendre part aux décisions, quel que soit le nombre de parts qu'ils détiennent dans la Société. Chaque associé a un droit de vote proportionnel à sa participation dans la Société.

13.3 Toutefois, les résolutions prises pour la modification des Statuts ou pour la dissolution et la liquidation de la Société seront prises à la majorité des voix des associés représentant au moins les trois quarts du capital social de la Société.

V. Comptes annuels - Affectation des bénéfices

14. Exercice social.

14.1 L'exercice social commence le premier janvier de chaque année et se termine le trente et un décembre de chaque année.

14.2 Chaque année, à la fin de l'exercice social de la Société, le gérant unique ou, le cas échéant, le conseil de gérance, doit préparer le bilan et les comptes de profits et pertes de la Société, ainsi qu'un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société, avec une annexe résumant tous les engagements de la Société et les dettes des gérants, commissaire(s) aux comptes (si tel est le cas), et associés envers la Société.

14.3 Tout associé peut prendre connaissance de l'inventaire et du bilan au siège social de la Société.

15. Affectation des bénéfices.

15.1 Les profits bruts de la Société repris dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, amortissements et charges, constituent le bénéfice net. Il sera prélevé cinq pour cent (5%) sur le bénéfice net annuel de la Société qui sera affecté à la réserve légale jusqu'à ce que cette réserve atteigne dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

15.2 L'assemblée générale des associés décidera discrétionnairement de l'affectation du solde restant du bénéfice net annuel. Elle pourra en particulier attribuer ce bénéfice au paiement d'un dividende, l'affecter à la réserve ou le reporter.

15.3 L'assemblée générale des associés peut décider de distribuer des dividendes intérimaires sur la base d'un état comptable préparé par les gérants dont il ressort que des fonds suffisants sont disponibles pour la distribution, étant entendu que le montant à distribuer ne peut excéder les bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, comprenant la prime d'émission, mais diminué des pertes reportées ou, lorsque la distribution a lieu lors du premier exercice social de la Société, depuis la date de constitution de la Société mais, dans tous les cas, diminué des sommes à allouer à la réserve légale établie en fonction de la loi ou des présents statuts.

VI. Dissolution - Liquidation

En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés qui fixera leurs pouvoirs et rémunération. Sauf disposition contraire prévue dans la résolution du (ou des) gérant(s) ou par la loi, les liquidateurs seront investis des pouvoirs les plus étendus pour la réalisation des actifs et le paiement des dettes de la Société.

Le boni de liquidation résultant de la réalisation des actifs et après paiement des dettes de la Société sera attribué à l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, aux associés proportionnellement au nombre de parts sociales détenues par chacun d'eux dans la Société.

VII. Disposition générale

Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une disposition spécifique par les présents Statuts, il est fait référence à la Loi.

Disposition transitoire

La première année sociale débutera à la date du présent acte et se terminera au 31 Décembre 2015.

Souscription - Libération

Ces faits exposés, PRIMOS S.A., prénommée et représentée comme spécifié ci-dessus, déclare souscrire aux cinq cents (500) parts sociales sous forme nominative d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25,-) chacune et les libérer entièrement par versement en espèces de douze mille cinq cents euros (EUR 12 500,-).

La somme de douze mille cinq cents cinquante euros (EUR 12 500,-) est à la disposition de la Société, ce qui a été prouvé au notaire instrumentant, lequel le reconnaît expressément.

Coûts

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution, s'élève approximativement à la somme de 1.250,- EURs.

Décisions de l'associé unique

Et aussitôt la Société constituée, l'associé unique de la Société, représentant la totalité du capital social souscrit a passé les résolutions suivantes:

1) Les personnes suivantes sont nommées gérants de classe A et B de la Société pour une durée indéterminée:

Gérant Classe A:

Madame Yasmina BEKOUASSA, Administrateur de sociétés, née le 17 Octobre 1978, à Metz (France), demeurant professionnellement au 121, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg.

Gérant Classe A:

Monsieur Alain HEINZ, Administrateur de sociétés, né le 17 mai 1968, à Forbach (France), demeurant professionnellement au 121, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg.

- Gérant Classe B:

Monsieur Jean-Pascal CARUSO, administrateur de sociétés, né le 6 juillet 1975, à Metz (France), demeurant professionnellement au 121, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg.

2) Le siège social de la Société est établi à L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.

Constatation

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais et le français, constate que sur demande de la partie comparante, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française, et qu'en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Junglinster, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte à la mandataire de la partie comparante, agissant comme dit ci-avant, connu du notaire par nom, prénom, état civil et domicile, ledit mandataire a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Max MAYER, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 14 janvier 2015. Relation GAC/2015/456. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): Claire PIERRET.

Référence de publication: 2015015592/448.

(150018455) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 janvier 2015.

ADT-Center S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8081 Bertrange, 105, rue de Mamer.

R.C.S. Luxembourg B 88.139.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015016328/10.

(150019555) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 janvier 2015.

Meatbrokers S.A. S.P.F., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1637 Luxembourg, 1, rue Goethe.

R.C.S. Luxembourg B 146.460.

In the year two thousand fourteen, on the sixteenth day of December.

Before Us Maître Jean SECKLER, notary residing in Junglinster, Grand-Duchy of Luxembourg.

Was held

an extraordinary general meeting of shareholders of the public limited company (société anonyme) "MEATBROKERS S.A. SPF", with registered office at L-1637 Luxembourg, 1, rue Goethe, registered with the Luxembourg trade and companies registry, under number B 146460, incorporated pursuant to a deed of Maître Paul DECKER, then notary residing in Luxembourg, on 13th of May 2009, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 1255 of 30th of June 2009.

The meeting is chaired by Mr Bob PLEIN, employee, residing professionally in Junglinster, 3, route de Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

The chairman appoints as secretary Mr Henri DA CRUZ, employee, residing professionally in Junglinster, 3, route de Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

The meeting elects as scrutineer Mr Max MAYER, employee, residing professionally in Junglinster, 3, route de Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

The board having thus been formed the chairman states and asks the notary to enact:

I. That the shareholders present or represented as well as the number of shares held by them are indicated on an attendance list, which after having been signed by the shareholders or their proxyholders, shall remain annexed to this document and shall be filed at the same time with the registration authorities.

It results from the said attendance list that all the issued shares are present or represented, so that the present meeting can take place without prior convening notices.

II. That the present meeting is regularly constituted and may validly deliberate upon the points of the agenda, which reads as follows:

Agenda:

- 1.- Approval of the closing balance sheet of the Company.
- 2.- Transfer of the registered office of the Company from Luxembourg to Gibraltar, Suites 7B & 8B, 50 Town Range without any prior dissolution, and simultaneous transformation of the Company into a Company of Gibraltar nationality.
3. Resignation of the current Directors and discharge for the execution of their mandates.
4. Resignation of the current Statutory Auditor and discharge for the execution of his mandate.
- 5.- Appointment of the Directors.
6. Miscellaneous.

After deliberation, the following resolutions were taken by the meeting by unanimous vote.

First resolution

The General Meeting approves the closing balance sheet of the Company established as at November 27th, 2014.

The said approved document shall remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Second resolution

The General Meeting resolves, in accordance with Article 67-1(1) of the law of August 10, 1915 on commercial companies, to transfer the registered office of the Company from Luxembourg to Gibraltar, Suites 7B & 8B, 50 Town Range, without prior dissolution.

It is furthermore resolved that the Company adopt the Nationality of Gibraltar and be transformed simultaneously into a company of "COMPANY LIMITED BY SHARES" with the name "Meatbrokers Limited", and a copy of the new articles of incorporation, will after having been signed the members of the Board and the undersigned notary shall remain attached to the present deed.

Third resolution

The General Meeting accepts the resignation of the current Directors of the Company and, by special vote, gives discharge to them for the execution of their mandates until this date.

Fourth resolution

The General Meeting accepts the resignation of the current Statutory Auditor of the Company and, by special vote, gives discharge to him for the execution of his mandate until this date.

Fifth resolution

The General Meeting appoints as Directors of the Company:

1. Finsbury Corporate Services Limited, with registered office in Gibraltar, Suites 7B & 8B, 50 Town Range; as Director;
2. Finsbury Secretaries Limited, with registered office in Gibraltar, Suites 7B & 8B, 50 Town Range, as Secretary.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed, are estimated at approximately one thousand two hundred euro (EUR 1,200.-).

Nothing else being on the agenda, the meeting was closed.

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that at the request of the appearing persons the present deed is worded in English, followed by a French version; at the request of the same appearing persons and in case of discrepancies between the English and the French texts, the English version will prevail.

WHEREOF the present notarial deed was drawn up in Junglinster, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing persons, the said persons appearing signed together with Us, the notary, the present original deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le seize décembre.

Pardevant Nous Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg.

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme «MEATBROKERS S.A. SPF», avec siège social à L-1637 Luxembourg, 1, rue Goethe, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous la section B, numéro 146460, constituée suivant acte reçu par Maître Paul DECKER, alors notaire de résidence à Luxembourg, en date du 13 mai 2009, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1255 du 30 juin 2009.

L'assemblée est présidée par Monsieur Bob PLEIN, employé, ayant son domicile professionnel à Junglinster, 3, route de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Monsieur Henri DA CRUZ, employé, ayant son domicile professionnel à Junglinster, 3, route de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Max MAYER, employé, ayant son domicile professionnel à Junglinster, 3, route de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Le bureau ayant ainsi été constitué, Monsieur le Président expose et prie le notaire instrumentaire d'acter:

I. Les actionnaires présents ou représentés à l'Assemblée et le nombre d'actions possédées par chacun d'eux ont été portés sur une liste de présence, laquelle, signée par les actionnaires présents et les mandataires de ceux représentés, demeurera annexée au présent acte avec lequel elle sera enregistrée.

Il résulte de ladite liste de présence que la présente Assemblée réunissant l'intégralité du capital social est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les objets portés à l'ordre du jour, qui est conçu comme suit:

Ordre du jour:

- 1.- Approbation du bilan de clôture de la Société.
- 2.- Transfert du siège social de la Société de Luxembourg à Gibraltar, Suites 7B & 8B, 50 Town Range, sans dissolution préalable, et transformation concomitante de la Société en une société de nationalité de Gibraltar.
3. Démission des administrateurs actuels et décharge à leur donner pour l'exécution de leurs mandats jusqu'à ce jour.
4. Démission du commissaire aux comptes actuel et décharge à lui donner pour l'exécution de son mandat jusqu'à ce jour.
5. Nomination des administrateurs.
6. Divers.

Après délibération, l'assemblée prend à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée Générale approuve le bilan de clôture de la Société établi au 27 novembre 2014.

Ledit document approuvé demeurera annexé aux présentes pour être enregistré en même temps.

Deuxième résolution

L'Assemblée Générale décide, conformément à l'article 67-1(1) de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, de transférer le siège social de la Société de Luxembourg à Gibraltar, Suites 7B & 8B, 50 Town Range sans dissolution préalable.

Il a été en outre décidé l'adoption par la Société de la nationalité du Gibraltar et sa transformation concomitante en une société de «COMPANY LIMITED BY SHARES» sous la dénomination de "Meatbrokers Limited", et une copie des nouveaux statuts, après avoir été signée par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée aux présentes.

Troisième résolution

L'Assemblée Générale accepte la démission des administrateurs actuels de la Société et, par vote spécial, leur donne décharge pour leurs mandats jusqu'à ce jour.

Quatrième résolution

L'Assemblée Générale accepte la démission du commissaire aux comptes actuel de la Société et, par vote spécial, lui donne décharge pour son mandat jusqu'à ce jour.

Cinquième résolution

L'Assemblée Générale nomme:

1. la société Finsbury Corporate Services Limited, avec siège social à Gibraltar, Suites 7B & 8B, 50 Town Range; en qualité d'administrateur;
2. de la société Finsbury Secretaries Limited, avec siège social à Gibraltar, Suites 7B & 8B, 50 Town Range, en qualité d'administrateur.

Frais

Le montant des frais, dépenses et rémunérations quelconques incombant à la Société en raison des présentes s'élève approximativement à mille deux cents euros (1.200,- EUR).

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête des personnes comparantes, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une traduction française, à la requête des mêmes personnes et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Junglinster, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ceux-ci ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Bob PLEIN, Henri DA CRUZ, Max MAYER, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 18 décembre 2014. Relation GRE/2014/5101. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Référence de publication: 2015015977/138.

(150019231) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 janvier 2015.

My Food Europe S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1636 Luxembourg, 10, rue Willy Goergen.

R.C.S. Luxembourg B 193.748.

Extrait du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration

Lors de sa réunion du 26 janvier 2015, le conseil d'administration a pris la décision suivante:

- le conseil d'administration nomme comme administrateur-délégué, dont le mandat courra jusqu'à l'assemblée générale ordinaire se tenant en 2020: M. Joe THIELEN, juriste, né le 20 novembre 1958 à Luxembourg, domicilié à L-1470 Luxembourg, 50, route d'Esch, et lui accorde un pouvoir de cosignature obligatoire en ce sens que la société ne peut être engagée que si M. Joe THIELEN signe conjointement avec un autre membre du conseil d'administration

Luxembourg, le 26 janvier 2015.

Signature.

Référence de publication: 2015016003/14.

(150018721) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 janvier 2015.

Newmed S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 61.875.

L'an deux mille quatorze, le dix-neuf décembre.

Pardevant Maître Paul BETTINGEN, notaire de résidence à Niederanven.

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de «NEWMED S.A.», une société anonyme avec siège social à L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B 61.875 (la «Société»), constituée suivant acte reçu par Maître Jacques DELVAUX, alors notaire de résidence à Luxembourg-Ville, en date du 14 novembre 1997, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial»), numéro 134 du 04 mars 1998.

Les statuts de la Société ont été modifiés la dernière fois par acte reçu par Maître Jacques DELVAUX, alors notaire de résidence à Luxembourg-Ville, en date du 29 décembre 2006, publié au Mémorial, numéro 637 du 18 avril 2007.

La séance est ouverte sous la présidence de Madame Cristobalina Moron, Senior Administration Officer, demeurant professionnellement au 20 rue de la Poste, L - 2346 Luxembourg.

Le président désigne comme secrétaire Madame Sophie Mathot, employée privée, demeurant professionnellement à Senningerberg.

L'assemblée appelle aux fonctions de scrutateur Madame Cristobalina Moron, précitée, Senior Administration Officer, demeurant professionnellement au 20 rue de la Poste, L - 2346 Luxembourg.

Les actionnaires présents ou représentés à la présente assemblée ainsi que le nombre d'actions possédées par chacun d'eux ont été portés sur une liste de présence, signée par les actionnaires présents et par les mandataires de ceux représentés, et à laquelle liste de présence, dressée et contrôlée par les membres du bureau, les membres de l'assemblée déclarent se référer.

Resteront, le cas échéant, annexées au présent acte, avec lequel elles seront enregistrées, les procurations émanant d'actionnaires représentés à la présente assemblée, paraphées ne varietur par les comparants et le notaire instrumentant.

Le bureau ainsi constitué, le président expose et prie le notaire instrumentant d'acter que:

A.) La présente assemblée générale extraordinaire a l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour

- Approbation des comptes intérimaires pour la période allant du 1^{er} janvier 2014 au 31 octobre 2014, et pour autant que de besoin, décision de la continuation des activités de la Société.

- (i) Transformation de la forme juridique de la Société de société anonyme en société à responsabilité limitée, (ii) changement de la dénomination de la Société de «NEWMED S.A.» en «NEWMED S.à.r.l.», (iii) confirmation de l'objet social de la Société, (iv) réduction du capital social de la Société d'un million huit cent quatre-vingt-quatre mille euros (EUR 1.884.000) pour le porter d'un million neuf cent quatorze mille euros (EUR 1.914.000) à trente mille euros (EUR 30.000) représenté par trente mille (30.000) parts sociales sans valeur nominale par affectation de ce montant à une réserve (v) refonte conséquente des statuts de la Société et (vi) démission des administrateurs et du commissaire aux comptes et décharge à leur accorder;

- Nomination des anciens administrateurs comme gérants de la Société pour une durée indéterminée;

- Transfert du siège social statutaire et administratif de la Société du Grand-Duché de Luxembourg en Italie, I-31100 Treviso, Via Indipendenza nr. 5, de telle sorte que ce transfert ne donne pas lieu à la constitution d'une nouvelle société, même du point de vue fiscal;

- Mise en conformité des statuts de la Société en vue de les rendre conformes à la législation italienne emportant notamment le changement de la dénomination sociale en «NEWMED S.R.L.» e de la durée de la Société pour fixer son terme au 31 décembre 2050 ainsi qu'une reformulation de son objet social, et approbation des nouveaux statuts en langue italienne dont le texte sera intégré au présent acte.

- Nomination de Monsieur Francesco Variola, gérant de société, né à Musile di Piave (Italie) le 31 juillet 1947, demeurant à San Donà di Piave, Via Cesare Battisti nr 70 I-30027, C.F. VRL FNC 47L31 F826S, comme gérant unique pour une durée indéterminée de la Société.

- Divers

B.) La présente assemblée réunissant l'intégralité du capital social, elle est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

C.) L'intégralité du capital social étant représentée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

Ensuite l'assemblée aborde l'ordre du jour et, après en avoir délibéré, a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide d'approuver le bilan de clôture de la Société arrêté au 31 octobre 2014, lequel bilan, après avoir été signé ne varietur par les comparants et le notaire instrumentaire, restera annexé au présent acte.

Pour autant que de besoin, l'assemblée décide la continuation des activités de la Société.

Deuxième résolution

L'assemblée décide de changer la forme juridique de la Société de société anonyme en société à responsabilité limitée et, par conséquent, la dénomination de la Société de «NEWMED S.A.» en «NEWMED S.à.r.l.» tandis que l'objet social de la Société reste inchangé.

L'assemblée décide de réduire le capital social de la Société d'un million huit cent quatre-vingt-quatre mille euros (EUR 1.884.000) pour le porter d'un million neuf cent quatorze mille euros (EUR 1.914.000) à trente mille euros (EUR 30.000) représenté par trente mille (30.000) parts sociales sans valeur désignation de valeur nominale par affectation de ce montant au compte réserve de la Société.

Tous pouvoirs sont conférés au conseil de gérance pour procéder aux écritures comptables qui s'imposent.

La transformation et la réduction de capital se font sur base de la situation active et passive de la société arrêtée au 31 octobre 2014 accusant une valeur nette de EUR 2.038.865,06.

Ledit bilan après avoir été signé Ne varietur restera annexé au présent acte pour être soumis avec lui aux formalités de l'enregistrement.

L'assemblée décide, en vue de refléter les résolutions ci-dessus, la refonte conséquente des statuts de la Société afin qu'ils se lisent comme suit:

« **Art. 1^{er}**. Il est formé par la présente une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois en vigueur et notamment par celle du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi de 1915»), ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. La société prend la dénomination de «NEWMED S.à.r.l.».

Art. 3. Le siège social est établi dans la commune de Luxembourg.

Il pourra être transféré en tout autre lieu de la commune du siège social de l'accord des associés.

Art. 4. La société a pour objet la participation, sous quelque forme que ce soit, dans toutes entreprises luxembourgeoises et étrangères, l'acquisition de tous titres et droits, par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière et entre autres l'acquisition de brevets et licences, leur gestion et leur mise en valeur ainsi que toutes opérations se rattachant directement ou indirectement à son objet, en empruntant notamment avec ou sans garantie et en toutes monnaies, par la voie d'émissions d'obligations qui pourront également être convertibles et/ou subordonnées et de bons et en accordant des prêts ou garanties à des sociétés dans lesquelles elle aura pris des intérêts.

A tous effets, la société peut notamment:

- accorder des crédits sous toutes formes aux sociétés dans lesquelles elle-même a un intérêt direct ou indirect ainsi qu'aux sociétés dépendantes ou se rattachant directement ou indirectement au Groupe dont elle fait elle-même partie y compris, dans les limites légales, la maison mère, soit avec ses fonds propres soit avec les fonds provenant d'emprunts contractés par elle-même,

- financer directement ou indirectement les activités de la maison mère, le tout dans les limites légales,

- se porter caution en faveur de sociétés dans lesquelles elle-même a un intérêt direct ou indirect ainsi que de sociétés dépendantes ou se rattachant directement ou indirectement au groupe dont elle fait elle-même partie y compris, dans les limites légales, la maison mère.

En outre, la société peut effectuer toutes opérations commerciales, financières, mobilières et immobilières se rattachant directement ou indirectement à son objet ou susceptibles d'en faciliter la réalisation.

Art. 5. La société est constituée pour une durée indéterminée.

Art. 6. Le capital social de la Société est fixé à trente mille euros (EUR 30.000) représenté par trente mille (30.000) parts sociales sans valeur nominale.

Art. 7. Les parts sont librement cessibles entre associés.

Les transferts de parts sociales inter vivos à des non-associés ne peuvent se faire que moyennant l'agrément des associés représentant au moins les trois quarts (3/4) du capital social.

Pour le reste, il est référé aux dispositions des articles 189 et 190 de la Loi de 1915.

Art. 8. Un associé ainsi que les héritiers et représentants ou ayants-droit et créanciers d'un associé ne peuvent, sous aucun prétexte, requérir l'apposition de scellés sur les biens et documents de la société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration.

Ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions des assemblées générales.

Art. 9. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture d'un des associés ne mettent pas fin à la société.

Art. 10. La société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non.

Ils sont nommés pour une durée indéterminée et peuvent à tout moment être révoqués par l'assemblée générale des associés.

Les pouvoirs des gérants seront déterminés dans leur acte de nomination.

Art. 11. En cas d'associé unique, celui-ci exerce les mêmes pouvoirs que ceux réservés à l'assemblée générale des associés.

Les décisions des associés sont prises en assemblée générale ou par consultation écrite à la diligence de la gérance.

Une décision n'est valablement prise qu'après avoir été adoptée par des associés représentant plus de cinquante pour cent (50%) du capital social.

Les décisions collectives ayant pour objet une modification aux statuts doivent réunir les voix des associés représentant les trois quarts (3/4) du capital social.

Art. 12. L'année sociale commence le premier janvier et finit le dernier jour du mois de décembre de chaque année.

Art. 13. Chaque année au dernier jour de décembre, il sera fait un inventaire de l'actif et du passif de la société, ainsi qu'un bilan et un compte de profits et pertes.

Les produits de la société, déduction faite des frais généraux, charges, amortissements et provisions, constituent le bénéfice net.

Sur ce bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution d'un fonds de réserve; ce prélèvement cesse d'être obligatoire, dès que le fonds de réserve a atteint le dixième du capital, mais devrait toutefois être repris jusqu'à entière reconstitution, si à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve avait été entamé. Le solde est à la disposition de l'assemblée générale des associés.

Art. 14. En cas de dissolution de la société, chaque associé prélèvera avant tout partage le montant nominal de sa part dans le capital; le surplus sera partagé au prorata des mises des associés. Si l'actif net ne permet pas le remboursement du capital social, le partage se fera proportionnellement aux mises initiales.

Art. 15. En cas de dissolution de la société, la liquidation sera faite par les gérants alors en fonction, sauf décision contraire du ou des associés statuant aux conditions des décisions ordinaires, lesquels désignent un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, à la majorité fixée par l'article 142 de la Loi de 1915.

Les liquidateurs auront les pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'actif et le paiement du passif.

Art. 16. Pour tout ce qui n'est pas prévu dans les présents statuts, les parties se réfèrent aux dispositions des lois afférentes».

Répartition des parts sociales

Les parts sociales ayant été échangées contre les actions anciennes à raison d'une part sociale pour une action ancienne, toutes les trente mille (30.000) parts sociales représentatives du capital après réduction sont détenues par:

LOMBARD INTERNATIONAL ASSURANCE S.A., ayant son siège social au 4 rue Lou Hemmer, L - 1748 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro 37604, société de droit luxembourgeois.

Toutes les parts sont entièrement libérées.

L'assemblée acte et accepte la démission des administrateurs et commissaire aux comptes en fonction et leur accorde décharge pour l'exercice de leur mandat.

Troisième résolution

L'assemblée décide de nommer les anciens administrateurs comme gérants de la Société qui pourront engager la société par leur signature individuelle.

Ils sont nommés pour une durée déterminée prenant fin au jour où le transfert de la Société en Italie sera effectif.

Quatrième résolution

L'assemblée décide de transférer le siège social statutaire et administratif de la Société du Grand-Duché de Luxembourg en Italie, I-31100 Treviso, Via Indipendenza nr. 5, et de demander la radiation de la Société du Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg. La Société adoptera dès lors la nationalité italienne sans que ce transfert de siège social ne donne lieu à la constitution d'une nouvelle société, même du point de vue fiscal.

Cinquième résolution

En conséquence de ce qui précède résolu, l'assemblée décide la mise en conformité des statuts de la Société en vue de les rendre conformes à la législation italienne et notamment de changer la dénomination sociale en «NEWMED S.R.L.», la durée de la Société pour fixer son terme au 31 décembre 2050 ainsi qu'une modification de son objet social pour lui donner la teneur suivante en langue italienne: "La società ha per oggetto sociale, nel rispetto delle leggi vigenti, lo svolgimento delle seguenti attività:

a) l'assunzione, a scopo di stabile investimento e non di collocamento sul mercato, di partecipazioni in altre società od enti italiani ed esteri.

b) La compravendita e la gestione in genere di titoli pubblici e privati, italiani ed esteri, in proprio ed a titolo di investimento e quindi in forma non professionale.

c) La compravendita, la permuta, la locazione, l'affitto e la gestione in genere di beni immobili, la costruzione la ristrutturazione e la manutenzione di fabbricati di ogni tipo, la lottizzazione di terreni.

E' tassativamente escluso l'esercizio nei confronti del pubblico delle attività di cui sub a) e sub b). La società, in via non prevalente e del tutto accessoria e strumentale per il raggiungimento dell'oggetto sociale, potrà effettuare tutte le operazioni commerciali, finanziarie, (e comunque con espressa esclusione di qualsiasi attività svolta nei confronti del pubblico) industriali, mobiliari e immobiliari, concedere fidejussioni, avalli, cauzioni, garanzie in genere, reali e non, anche a favore di terzi, sempre con espressa esclusione di qualsiasi attività svolta nei confronti del pubblico, nonchè assumere, solo a scopo di stabile investimento e non di collocamento sul mercato, sia direttamente, sia indirettamente, partecipazioni in altre società aventi oggetto analogo o affine o connesso al proprio (nel rispetto dell'art. 2361 del C.C.)"

L'assemblée décide d'adopter les nouveaux statuts en langue italienne dont le texte suivant:

STATUTO DELLA SOCIETA' A RESPONSABILITA' LIMITATA

Titolo I°. Denominazione, Oggetto, Sede, Durata

Art. 1. E' costituita la società a responsabilità limitata denominata „NEWMED S.R.L.“.

Art. 2. La società ha per oggetto sociale, nel rispetto delle leggi vigenti, lo svolgimento delle seguenti attività:

a) L'assunzione, a scopo di stabile investimento e non di collocamento sul mercato, di partecipazioni in altre società od enti italiani ed esteri.

b) La compravendita e la gestione in genere di titoli pubblici e privati, italiani ed esteri, in proprio ed a titolo di investimento e quindi in forma non professionale.

c) La compravendita, la permuta, la locazione, l'affitto e la gestione in genere di beni immobili, la costruzione la ristrutturazione e la manutenzione di fabbricati di ogni tipo, la lottizzazione di terreni.

E' tassativamente escluso l'esercizio nei confronti del pubblico delle attività di cui sub a) e sub b).

La società, in via non prevalente e del tutto accessoria e strumentale per il raggiungimento dell'oggetto sociale, potrà effettuare tutte le operazioni commerciali, finanziarie, (e comunque con espressa esclusione di qualsiasi attività svolta nei confronti del pubblico) industriali, mobiliari e immobiliari, concedere fidejussioni, avalli, cauzioni, garanzie in genere, reali e non, anche a favore di terzi, sempre con espressa esclusione di qualsiasi attività svolta nei confronti del pubblico, nonchè assumere, solo a scopo di stabile investimento e non di collocamento sul mercato, sia direttamente, sia indirettamente, partecipazioni in altre società aventi oggetto analogo o affine o connesso al proprio (nel rispetto dell'art. 2361 del C.C.)

Art. 3. La società ha sede legale nel Comune di Treviso all'indirizzo risultante dalla apposita iscrizione eseguita presso il registro delle Imprese a sensi dell'art. 111-ter delle disposizioni del codice civile.

Potranno essere istituite o soppresse, sia in Italia che all'estero, sedi secondarie, agenzie, succursali e filiali.

Art. 4. La durata della società è fissata fino al 31.12.2050 e potrà essere prorogata o anticipatamente sciolta con deliberazione dell'assemblea dei soci, a termini di legge.

Titolo II°. Capitale sociale, Partecipazioni e loro trasferimento

Art. 5. Il capitale sociale è fissato in Euro 30.000,00 (trentamila/00)diviso in quote a sensi di legge.

Il capitale potrà essere aumentato a pagamento (mediante nuovi conferimenti in denaro o in natura), a titolo gratuito (mediante passaggio di riserve disponibili a capitale) in forza di deliberazione dell'assemblea dei soci da adottarsi con le maggioranze previste per la modifica del presente statuto.

La decisione di aumentare il capitale sociale non può essere attuata fin quando i conferimenti precedentemente dovuti non sono stati integralmente eseguiti.

Nel caso di aumento del capitale sociale, mediante nuovi conferimenti spetta ai soci il diritto di sottoscriverlo, in proporzione alle partecipazioni da essi possedute. In caso di mancato esercizio, parziale o totale, del diritto di opzione, le quote non optate devono essere collocate prima presso i soci che hanno esercitato il diritto di opzione, in proporzione alle loro partecipazioni sociali, ed in second'ordine presso terzi non soci al valore indicato dall'assemblea che ha deliberato l'aumento.

La delibera di aumento di capitale può prevedere, salvo per il caso dell'art. 2482 ter C.C., che l'aumento di capitale possa essere attuato anche mediante offerta di quote di nuova emissione a terzi, in tal caso spetterà ai soci che non hanno consentito alla decisione il diritto di recesso a norma dell'art. 2473 c.c.

Il capitale sociale potrà essere aumentato anche con conferimento di tutti gli elementi dell'attivo suscettibili di valutazione economica, nel rispetto delle condizioni previste dal codice civile.

I soci potranno eseguire, su richiesta dell'organo amministrativo ed in conformità alle vigenti disposizioni di carattere fiscale, versamenti in conto capitale ovvero finanziamenti sia fruttiferi che infruttiferi, che non costituiscano raccolta di risparmio tra il pubblico a sensi delle vigenti disposizioni di legge in materia bancaria e creditizia.

Per il rimborso dei finanziamenti dei soci trova applicazione la disposizione dell'art. 2467 C.C. La società può emettere titoli di debito con decisione dell'assemblea dei soci che delibererà con le maggioranze previste dell'art.13 del presente statuto.

La società può emettere titoli di debito per somma complessivamente non eccedente il capitale sociale, la riserva legale e le riserve disponibili risultanti dall'ultimo bilancio approvato.

I titoli emessi ai sensi del presente articolo possono essere sottoscritti soltanto da investitori professionali soggetti a vigilanza prudenziale a norma delle leggi speciali. In caso di successiva circolazione, chi li trasferisce risponde della solvenza della società nei confronti degli investitori che non siano investitori professionali o soci della società.

La delibera di emissione dei titoli deve prevedere le condizioni del prestito e le modalità del rimborso e deve essere iscritta a cura degli amministratori presso il registro delle imprese. Può altresì prevedere che, previo consenso della maggioranza dei possessori dei titoli, la società possa modificare tali condizioni e modalità.

Art. 6. I diritti sociali spettano ai soci in misura proporzionale alla partecipazione da ciascuno posseduta.

Art. 7. Le partecipazioni sono liberamente trasferibili per causa di morte e per gli atti a titolo gratuito.

In caso di trasferimento della partecipazione sociale a causa di morte ad una pluralità di soggetti la partecipazione stessa si suddividerà automaticamente tra gli stessi in proporzione alla propria quota di acquisto per causa di morte, in tal caso il risultato di tale suddivisione sarà arrotondato al secondo decimale in base alle regole di cui all'art. 5 del Regolamento (CE) n. 1103/97 del Consiglio del 17 giugno 1997.

Le partecipazioni sono liberamente trasferibili per atto tra vivi a titolo oneroso, tuttavia agli altri soci spetta il diritto di prelazione per l'acquisto. Per "trasferimento per atto tra vivi" ai fini dell'applicazione del presente articolo s'intendono compresi tutti i negozi di alienazione, nella più ampia accezione del termine e quindi, oltre alla vendita, a puro titolo esemplificativo, i contratti di permuta, conferimento, e dazione in pagamento.

Il socio che intende, in tutto od in parte, alienare la propria partecipazione è tenuto ad offrirla per iscritto in prelazione agli altri soci proporzionalmente alla loro partecipazione nella società, mediante lettera raccomandata con ricevuta di ritorno indicante il prezzo di cessione, le modalità di pagamento e nome dell'acquirente.

I soci che intendono avvalersi del diritto di prelazione dovranno darne comunicazione ai soci cedenti a mezzo lettera raccomandata da inviarsi, al domicilio risultante dal Registro delle Imprese, entro trenta giorni dal ricevimento dell'offerta.

Trascorso tale termine la prelazione si intenderà rifiutata.

Qualora uno o più soci rinunci ad esercitare in tutto o in parte il diritto di prelazione i rimanenti avranno la facoltà di acquistare le partecipazioni in vendita per le quali la prelazione non è stata esercitata, sempre in parti proporzionali alle rispettive partecipazioni nella società, e con l'osservanza della procedura indicata nei commi precedenti.

Nel caso in cui nessuno dei soci intenda esercitare il diritto di prelazione e, nel caso in cui il numero delle partecipazioni per le quali è stata esercitata la prelazione rimanga comunque inferiore all'offerta, la prelazione si intende rinunciata per la totalità e l'alienante potrà vendere al soggetto indicato nella lettera di cui sopra, la partecipazione stessa ad un prezzo che non potrà essere inferiore a quello offerto ai soci.

Qualora la cessione per atto tra vivi avvenga con un corrispettivo diverso dal denaro, il prezzo della cessione sarà determinato dalle parti di comune accordo tra loro. Qualora non fosse raggiunto alcun accordo, il prezzo sarà determinato, mediante relazione giurata di un esperto nominato dal Presidente del Tribunale del luogo in cui ha sede la società su istanza della parte più diligente; nell'effettuare la sua determinazione l'esperto dovrà tener conto della situazione patrimoniale della società, della sua redditività, del valore dei beni materiali ed immateriali normalmente tenuta in considerazione ai fini della determinazione del valore di partecipazioni societarie, con particolare attenzione a un eventuale "premio di maggioranza" per il caso di trasferimento del pacchetto di controllo della società.

Il diritto di prelazione spetta ai soci anche quando si intenda trasferire la nuda proprietà della partecipazione.

Il diritto di prelazione non spetta per i casi di costituzione di pegno od usufrutto, di reintestazione di quote al fiduciante o di intestazione a società fiduciaria nel caso in cui l'effettivo proprietario rimanga la medesima persona e di trasferimenti per atto tra vivi a favore di ascendenti e/o discendenti in linea retta e del coniuge.

Il trasferimento della partecipazione ha effetto di fronte alla società dal momento del deposito dell'atto nel Registro delle imprese.

Titolo III°. Decisione dei soci - Assemblea

Art. 8. I soci decidono sulle materie riservate alla loro competenza dalla legge, dal presente statuto, nonché sugli argomenti che uno o più amministratori o tanti soci che rappresentano almeno un terzo del capitale sociale sottopongono alla loro approvazione.

In ogni caso sono riservate alla competenza dei soci:

- a) l'approvazione del bilancio e la distribuzione degli utili,
- b) la nomina dell'organo amministrativo;
- c) la nomina nei casi previsti dalla legge dell'Organo di Controllo o del revisore;
- d) le modificazioni del presente statuto;
- e) la decisione di compiere operazioni che comportano una sostanziale modificazione dell'oggetto sociale o una rilevante modificazione dei diritti dei soci;
- f) emissione di titoli di debito;
- g) la nomina dei liquidatori e i criteri di svolgimento della liquidazione.

Non possono partecipare alle decisioni, in qualsiasi forma vengano adottate, i soci morosi ed i soci titolari di partecipazioni per le quali espresse disposizioni di legge dispongono la sospensione del diritto di voto.

Art. 9. Le decisioni dei soci, salvo quanto previsto all'ultimo comma del presente articolo, sono adottate mediante consultazione scritta ovvero sulla base del consenso espresso per iscritto. La decisione sul metodo è adottata dall'organo amministrativo.

Nel caso si opti per il sistema della consultazione scritta dovrà essere redatto apposito documento scritto, dal quale dovrà risultare con chiarezza:

- l'argomento oggetto della decisione,
- il contenuto e le risultanze della decisione e le eventuali autorizzazioni alla stessa conseguenti,
- l'indicazione dei soci consenzienti,
- l'indicazione dei soci contrari o astenuti, e su richiesta degli stessi l'indicazione del motivo della loro contrarietà o astensione,
- la sottoscrizione di tutti i soci sia consenzienti che astenuti che contrari.

Nel caso si opti per il sistema del consenso espresso per iscritto dovrà essere redatto apposito documento scritto dal quale dovrà risultare con chiarezza:

- l'argomento oggetto della decisione,
- il contenuto e le risultanze della decisione e le eventuali autorizzazioni alla stessa conseguenti.

Copia di tale documento dovrà essere trasmessa a tutti i soci i quali entro i cinque giorni successivi dovranno trasmettere alla società apposita dichiarazione, scritta in calce alla copia del documento ricevuta, nella quale dovranno esprimere il proprio voto favorevole o contrario ovvero l'astensione, indicando, se ritenuto opportuno, il motivo della loro contrarietà o astensione, la mancanza di dichiarazione dei soci entro il termine suddetto equivale a voto contrario.

Le trasmissioni previste nel presente articolo potranno avvenire con qualsiasi mezzo e/o sistema di comunicazione che consenta un riscontro della spedizione e del ricevimento, compresi il fax e la posta elettronica.

Ogni socio ha diritto di partecipare alle decisioni di cui al presente articolo ed il suo voto vale in misura proporzionale alla sua partecipazione.

Le decisioni dei soci sono prese con il voto favorevole di una maggioranza che rappresenti almeno la metà del capitale sociale.

Con riferimento alle materie indicate nel precedente articolo ai punti a) d) e) f) e g), in tutti gli altri casi espressamente previsti dalla legge o dal presente statuto sociale, oppure quando lo richiedono uno o più amministratori o un numero di soci che rappresentano almeno un terzo del capitale sociale, le decisioni dei soci debbono essere adottate mediante deliberazione assembleare nel rispetto del metodo collegiale.

Art. 10. L'assemblea dei soci è convocata dall'Organo Amministrativo.

Le assemblee normalmente hanno luogo nella sede sociale, ma possono aver luogo anche in altra sede, entro il territorio nazionale.

Art. 11. La convocazione dell'assemblea è fatta con raccomandata con ricevuta di ritorno contenente l'ordine del giorno, l'ora, il giorno e il luogo dell'adunanza, da inviarsi ai soci, nel domicilio risultante dal Registro delle Imprese a norma dell'art. 2479 bis C.C., agli amministratori ed all'Organo di Controllo se nominato, almeno otto giorni prima dell'adunanza stessa.

Nell'avviso di convocazione potrà essere prevista una data ulteriore di seconda convocazione per il caso in cui nella adunanza prevista in prima convocazione l'assemblea non risultasse legalmente costituita.

L'avviso di convocazione può essere inviato a soci ed amministratori, ed all'Organo di Controllo se nominato, con qualsiasi altro mezzo idoneo ad assicurare la prova dell'avvenuto ricevimento, nel luogo e presso l'indirizzo dagli stessi

comunicato alla società, fermo restando che i soci che non intendono indicare una utenza fax o un indirizzo e-mail, o revocano l'indicazione effettuata in precedenza hanno diritto di ricevere la comunicazione a mezzo lettera raccomandata.

Spetta al presidente dell'assemblea constatare la regolare costituzione della stessa accertare l'identità e la legittimazione dei presenti, dirigere e regolare lo svolgimento dell'assemblea ed accertare e proclamare i risultati delle votazioni. Il presidente ha la facoltà di formulare proposte di delibera e di trattazione dell'ordine del giorno.

L'assemblea dei soci può svolgersi anche con interventi dislocati in più luoghi audio video collegati, nel rispetto delle seguenti condizioni, di cui dovrà essere dato atto nei relativi verbali:

- che siano presenti nello stesso luogo il presidente ed il segretario della riunione che provvederanno alla formazione e sottoscrizione del verbale;

- che sia consentito al presidente dell'assemblea di accertare l'identità e la legittimazione degli intervenuti, regolare lo svolgimento dell'adunanza, constatare e proclamare i risultati della votazione;

- che sia consentito al soggetto verbalizzante di percepire adeguatamente gli eventi assembleari oggetto di verbalizzazione;

- che sia consentito agli intervenuti di partecipare alla discussione ed alla votazione simultanea sugli argomenti all'ordine del giorno, nonché di visionare, ricevere o trasmettere documenti;

- che siano indicati nell'avviso di convocazione, salvo che si tratti di assemblea totalitaria, i luoghi audio video collegati a cura della società, nei quali gli intervenuti potranno affluire, dovendosi ritenere svolta la riunione nel luogo ove saranno presenti il presidente e il soggetto verbalizzante.

L'assemblea potrà validamente riunirsi anche in mancanza delle suddette formalità, qualora sia presente o rappresentato l'intero capitale sociale, tutti gli amministratori e l'Organo di Controllo se nominato, o gli amministratori e l'Organo di Controllo siano informati della riunione e nessuno si opponga alla trattazione degli argomenti.

Se gli amministratori o l'Organo di Controllo se nominato, non partecipano personalmente all'assemblea, dovranno rilasciare apposita dichiarazione scritta, da produrre al Presidente dell'assemblea e da conservarsi agli atti della società nella quale dichiarano di essere informati su tutti gli argomenti posti all'ordine del giorno e di non opporsi ad essi.

Art. 12. L'assemblea è presieduta, a seconda della strutturazione dell'organo amministrativo, dall'amministratore unico o dal presidente del consiglio di amministrazione o dall'amministratore più anziano.

In loro mancanza fungerà da presidente persona eletta dall'assemblea con il voto della maggioranza dei presenti.

Il presidente è assistito da un segretario nominato dall'assemblea, scelto anche tra non soci.

Art. 13. A ciascun socio spetta un numero di voti proporzionale alla sua partecipazione.

Il diritto di intervento in assemblea è regolato dalla legge.

Ogni socio che abbia diritto di intervenire all'assemblea può farsi rappresentare per delega scritta, delega che dovrà essere conservata dalla società.

La delega non può essere rilasciata con il nome del rappresentante in bianco. Il rappresentante può farsi sostituire solo da chi sia espressamente indicato nella delega.

Se la delega viene conferita per la singola assemblea ha effetto anche per le successive convocazioni.

La delega non può essere conferita ad un amministratore della società nè all'Organo di Controllo se nominato nè a dipendenti della società.

Le assemblee, sia in prima che in seconda convocazione, sono validamente costituite e deliberano con i quorum previsti dall'art. 2479 bis del c.c.

Art. 14. Le deliberazioni dell'assemblea devono constare da verbale sottoscritto dal presidente e dal segretario o dal notaio.

Il verbale deve indicare la data dell'assemblea e, anche in allegato, l'identità dei partecipanti e il capitale rappresentato da ciascuno, deve altresì indicare le modalità e il risultato delle votazioni e deve consentire, anche per allegato, l'identificazione dei soci favorevoli, astenuti o dissenzienti. Nel verbale devono essere riassunte, su richiesta dei soci, le loro dichiarazioni pertinenti all'ordine del giorno.

Il verbale relativo alle deliberazioni assembleari comportanti la modifica del presente statuto deve essere redatto da un notaio.

Il verbale dell'assemblea, anche se redatto per atto pubblico, dovrà essere trascritto, senza indugio nel libro delle decisioni dei soci.

Titolo IV°. Amministrazione

Art. 15. La società potrà essere amministrata, alternativamente, a seconda di quanto stabilito dai soci in occasione della nomina:

- da un Amministratore Unico;

- da un consiglio di amministrazione composto di un numero di membri variabile da un minimo di due ad un massimo di sette, secondo il numero esatto che verrà determinato dai soci in occasione della nomina;

- da due o più amministratori con poteri congiunti e/o disgiunti, nel numero e con le competenze che verranno determinati dai soci in occasione della nomina.

Gli amministratori potranno essere anche non soci. Non possono essere nominati alla carica di Amministratore e se nominati decadono dall'ufficio coloro che si trovano nelle condizioni previste dall'art. 2382 cod. civ.

Art. 16. Gli amministratori resteranno in carica fino a revoca o dimissioni o per quel tempo più limitato che verrà stabilito dai soci all'atto della loro nomina.

In caso di nomina fino a revoca o dimissioni, è consentita la revoca degli amministratori in ogni tempo e senza necessità di motivazione, ovvero di giusta causa.

E' ammessa la rieleggibilità.

Nel caso sia stato nominato il consiglio di amministrazione, se per qualsiasi causa viene meno la maggioranza dei Consiglieri decade l'intero consiglio di amministrazione. Nel caso siano stati invece nominati più amministratori, con poteri congiunti e/o disgiunti, se per qualsiasi causa viene a cessare anche un solo Amministratore, decadono anche gli altri amministratori.

Spetterà ai soci con propria decisione procedere alla nomina del nuovo organo amministrativo. Nel frattempo il Consiglio decaduto o gli altri amministratori decaduti potranno compiere i soli atti di ordinaria amministrazione.

La cessazione degli amministratori per scadenza del termine ha effetto dal momento in cui il nuovo organo amministrativo è stato ricostituito.

Art. 17. Nel caso la società sia amministrata da un consiglio di Amministrazione, questo elegge fra i suoi membri un Presidente, se questi non è nominato dai soci in occasione della nomina, ed eventualmente anche un vicepresidente che sostituisca il presidente nei casi di assenza o di impedimento, nonché un segretario, anche estraneo.

Art. 18. Nel caso la società sia amministrata da un Consiglio di amministrazione, le decisioni dello stesso, salvo quanto previsto al successivo Articolo 19 sono adottate mediante consultazione scritta ovvero sulla base del consenso espresso per iscritto, secondo quanto verrà deciso dallo stesso Consiglio nella prima riunione dopo la nomina.

Nel caso si opti per il sistema della consultazione scritta dovrà essere redatto apposito documento scritto, dal quale dovrà risultare con chiarezza:

- l'argomento oggetto della decisione;
- il contenuto e le risultanze della decisione e le eventuali autorizzazioni alla stessa conseguenti;
- l'indicazione degli Amministratori consenzienti;
- l'indicazione degli Amministratori contrari o astenuti, e su richiesta degli stessi l'indicazione del motivo della loro contrarietà o astensione;
- la sottoscrizione di tutti gli amministratori, sia consenzienti che astenuti che contrari.

Nel caso si opti per il sistema del consenso espresso per iscritto dovrà essere redatto apposito documento scritto dal quale dovrà risultare con chiarezza:

- l'argomento oggetto della decisione;
- il contenuto e le risultanze della decisione e le eventuali autorizzazioni alla stessa conseguenti.

Copia di tale documento dovrà essere trasmessa a tutti gli amministratori i quali entro i due giorni successivi dovranno trasmettere alla società apposita dichiarazione, scritta in calce alla copia del documento ricevuta, nella quale dovranno esprimere il proprio voto favorevole o contrario ovvero l'astensione, indicando, se ritenuto opportuno, il motivo della loro contrarietà o astensione; la mancanza di dichiarazione degli amministratori entro il termine suddetto equivale a voto contrario.

Le trasmissioni previste nel presente comma potranno avvenire con qualsiasi mezzo e/o sistema di comunicazione che consenta un riscontro della spedizione e del ricevimento, compresi i fax e la posta elettronica.

Le decisioni del Consiglio di amministrazione sono prese con il voto favorevole della maggioranza degli amministratori in carica.

Le decisioni degli amministratori, adottate a'sensi del presente articolo dovranno essere trascritte nel libro delle decisioni degli amministratori.

Con le suddette maggioranze, gli amministratori possono stabilire di rimettere la decisione su particolari argomenti o su specifiche operazioni a delibera del consiglio di amministrazione da adottarsi con il metodo collegiale.

Art. 19. Con riferimento alle materie indicate dall'articolo 2475 quinto comma C.C. ovvero nel caso di cui al precedente articolo 18 ultimo comma, ovvero in tutti gli altri casi previsti dalla legge o dal presente statuto, le decisioni del consiglio di amministrazione devono essere adottate mediante deliberazione collegiale.

A tal fine il consiglio di amministrazione:

- viene convocato dal Presidente mediante avviso spedito con lettera raccomandata, ovvero con qualsiasi altro mezzo idoneo allo scopo (ad esempio fax, posta elettronica), almeno tre giorni prima dell'adunanza e in caso di urgenza almeno un giorno prima, nei quali vengono fissate la data, luogo e l'ora della riunione, nonché l'ordine del giorno;

- si raduna presso la sede sociale o altrove, purchè nell'ambito del territorio nazionale, o in altro stato appartenente all'Unione Europea.

Le adunanze del consiglio e le sue deliberazioni sono valide, anche senza convocazione formale, quando intervengono tutti i consiglieri in carica e l'Organo di Controllo se nominato.

Le riunioni del consiglio di amministrazione si possono svolgere anche per audioconferenza o videoconferenza, alle seguenti condizioni di cui si darà atto nei relativi verbali:

- a. che siano presenti nello stesso luogo il presidente ed il soggetto verbalizzante che provvederanno alla formazione e sottoscrizione del verbale, dovendosi ritenere svolta la riunione in detto luogo;
- b. che sia consentito al presidente della riunione di accertare l'identità degli intervenuti, regolare lo svolgimento della riunione, constatare e proclamare i risultati della votazione;
- c. che sia consentito al soggetto verbalizzante di percepire adeguatamente gli eventi della riunione oggetto di verbalizzazione;
- d. che sia consentito agli intervenuti di partecipare alla discussione ed alla votazione simultanea sugli argomenti all'ordine del giorno, nonché di visionare, ricevere o trasmettere documenti.

Il consiglio di amministrazione delibera validamente, in forma collegiale, con la presenza effettiva della maggioranza dei suoi membri in carica ed a maggioranza assoluta dei voti dei presenti.

In caso di parità la proposta si intende respinta. Il voto non può essere dato per rappresentanza.

Le deliberazioni del consiglio di amministrazione adottate a sensi del presente articolo sono constatate da verbale sottoscritto dal presidente e dal segretario, detto verbale, anche se redatto per atto pubblico, dovrà essere trascritto, nel libro delle decisioni degli amministratori.

Art. 20. L'organo amministrativo, qualunque sia la sua strutturazione, ha tutti i poteri di ordinaria e straordinaria amministrazione, esclusi quelli che la legge o il presente statuto riservano espressamente ai soci.

Nel caso di nomina del consiglio di amministrazione, questo può delegare parte dei suoi poteri a norma e con i limiti di cui all'art. 2381 c.c. ad un comitato esecutivo composto da alcuni dei suoi componenti ovvero ad uno o più dei propri componenti, anche disgiuntamente. Il comitato esecutivo ovvero l'amministratore o gli amministratori delegati, potranno compiere tutti gli atti di ordinaria e straordinaria amministrazione che risulteranno dalla delega conferita dal Consiglio di amministrazione, con le limitazioni e le modalità indicate nella delega stessa.

Nel caso di nomina di più amministratori, con poteri congiunti e/o disgiunti, i poteri di amministrazione, in occasione della nomina, potranno essere attribuiti sia in via congiunta che in via disgiunta, ovvero taluni poteri di amministrazione potranno essere attribuiti in via disgiunta e gli altri in via congiunta. In mancanza di qualsiasi precisazione nell'atto di nomina in ordine alle modalità di esercizio dei poteri di amministrazione, detti poteri si intenderanno attribuiti agli amministratori in via congiunta.

Qualora l'amministrazione sia affidata disgiuntamente a più amministratori, in caso di opposizione di un amministratore all'operazione che un altro intende compiere, competenti a decidere sull'opposizione sono i soci.

L'organo amministrativo può nominare direttori, institori e procuratori speciali per il compimento di determinati atti o categorie di atti, determinandone i poteri.

Art. 21. Gli amministratori hanno la rappresentanza generale della società.

In caso di nomina del Consiglio di amministrazione, la rappresentanza della società spetterà a tutti i componenti del consiglio di amministrazione, in via disgiunta tra di loro.

Nel caso di nomina di più amministratori, con poteri congiunti e/o disgiunti, la rappresentanza spetta agli stessi in via congiunta o disgiunta a seconda che i poteri di amministrazione, in occasione della nomina, siano stati loro attribuiti in via congiunta ovvero in via disgiunta.

La rappresentanza sociale spetta anche ai direttori, agli institori ed i procuratori speciali nei limiti dei poteri determinati dall'organo amministrativo nell'atto di nomina.

Art. 22. Agli amministratori, oltre al rimborso delle spese sostenute per l'esercizio delle loro funzioni, potrà essere assegnata una indennità annua complessiva, anche sotto forma di partecipazione agli utili, che verrà determinata dai soci, in occasione della nomina o con apposita decisione.

Nel caso la società sia amministrata da un consiglio di amministrazione, la remunerazione degli amministratori investiti di particolari cariche è stabilita dal consiglio stesso, sentito il parere dell'Organo di Controllo se nominato.

All'organo amministrativo potrà altresì essere attribuito il diritto alla percezione di un'indennità di fine rapporto di collaborazione coordinata e continuativa, da costituirsi mediante accantonamenti annuali ovvero mediante polizza assicurativa.

Titolo V°. Bilancio e utili

Art. 23. Gli esercizi sociali si chiuderanno al 31 (trentuno) dicembre di ogni anno.

Alla fine di ogni esercizio l'organo amministrativo procederà alla formazione del bilancio sociale ai sensi di legge.

L'assemblea per l'approvazione del bilancio sarà convocata entro 120 (centoventi) giorni dalla chiusura dell'esercizio.

Qualora ricorrano i presupposti di legge ai sensi del combinato disposto degli artt. 2364 e 2478 bis del c.c., l'assemblea potrà essere convocata entro 180 (centoottanta) giorni dalla chiusura dell'esercizio.

In sede di approvazione del bilancio l'assemblea delibererà la destinazione dell'utile da ripartire nonché la partecipazione agli utili eventualmente spettante agli amministratori, previo accantonamento al fondo riserva legale di almeno il cinque per cento degli utili stessi, fino a che la riserva non raggiunga il quinto del capitale sociale.

Titolo VI°. Organo di controllo - Revisore legale dei conti

Art. 24. La società può nominare, determinandone le competenze e i poteri, ivi compresa la revisione legale dei conti, un organo di controllo o un revisore legale dei conti.

L'organo di controllo può essere costituito anche da un solo membro effettivo.

La nomina dell'organo di controllo o del revisore è obbligatoria se la società:

- a) è tenuta alla redazione del bilancio consolidato;
- b) controlla una società obbligata alla revisione legale dei conti;
- c) per due esercizi consecutivi ha superato due dei limiti indicati dal primo comma dell'articolo 2435-bis. L'obbligo cessa se, per due esercizi consecutivi, due dei predetti limiti non vengono superati.

Nel caso di nomina di un organo di controllo, anche monocratico, si applicano le disposizioni sul collegio sindacale previste per le società per azioni.

Nel caso in cui l'organo di controllo svolga anche la funzione di revisione legale dei conti, tale organo dovrà essere necessariamente composto da soggetti che, oltre ad essere dotati dei medesimi requisiti professionali previsti dall'art. 2397, co. 2, c.c. per i sindaci di S.p.a., dovranno essere scelti fra i revisori legali dei conti iscritti nell'apposito registro, in applicazione di quanto previsto dall'art. 2409-bis c.c.

Il revisore legale o la società di revisione, se nominati, potranno esercitare esclusivamente l'attività di revisione volta a verificare la regolare tenuta della contabilità sociale e la corretta rilevazione dei fatti di gestione nelle scritture contabili, nonché a esprimere il proprio giudizio sul bilancio di esercizio.

Le riunioni dell'organo di controllo possono tenersi anche con mezzi di telecomunicazione; in tal caso si applicano le disposizioni previste nel presente statuto in materia di organo amministrativo.

Titolo VII°. Scioglimento e liquidazione

Art. 25. La società si scioglie per le cause previste dalla legge e pertanto:

- per il decorso del termine;
- per il conseguimento dell'oggetto sociale o per la sopravvenuta impossibilità a conseguirlo, salvo che l'assemblea, all'uopo convocata entro 30 giorni, non deliberi le opportune modifiche statutarie;
- per l'impossibilità di funzionamento o per la continuata inattività dell'assemblea;
- per la riduzione del capitale al di sotto del minimo legale, salvo quanto è disposto dall'articolo 2482 ter Codice Civile;
- nell'ipotesi prevista dall'articolo 2473 Codice Civile;
- per deliberazione dell'assemblea;
- per le altre cause previste dalla legge.

In tutte le ipotesi di scioglimento, l'organo amministrativo deve effettuare gli adempimenti pubblicitari previsti dalla legge nel termine di 30 giorni dal loro verificarsi.

L'assemblea, se del caso convocata dall'organo amministrativo, nominerà uno o più liquidatori determinando:

- il numero di liquidatori;
- in caso di pluralità di liquidatori, le regole di funzionamento del collegio, anche mediante rinvio al funzionamento del consiglio di amministrazione, in quanto compatibile;
- a chi spetta la rappresentanza della società;
- i criteri in base ai quali deve svolgersi la liquidazione;
- gli eventuali limiti ai poteri dell'organo liquidativo.

Titolo VIII°. Recesso

Art. 26. Il diritto di recesso compete ai soci in tutti i casi previsti dalla legge o dal presente Statuto.

L'intenzione del socio di esercitare il diritto di recesso dovrà essere comunicata all'organo amministrativo mediante lettera raccomandata con avviso di ricevimento entro 15 giorni dall'iscrizione nel Registro delle Imprese della delibera che legittima il diritto di recesso; se il fatto che legittima il recesso è diverso da una deliberazione da iscriverne al Registro Imprese esso è esercitato entro 30 giorni dalla sua conoscenza da parte del socio. Le partecipazioni per le quali è esercitato il diritto di recesso non possono essere cedute.

Il recesso non può essere esercitato e, se già esercitato è privo di efficacia quando la società revoca la delibera che lo legittima ovvero se l'assemblea dei soci delibera lo scioglimento della società.

I soci che recedono dalla società hanno diritto di ottenere il rimborso della propria partecipazione in proporzione al patrimonio sociale determinato tenendo conto della situazione patrimoniale della società, della sua redditività, del valore dei beni materiali ed immateriali da essa posseduti, della sua posizione nel mercato e di ogni altra circostanza e condizione che viene normalmente tenuta in considerazione ai fini della determinazione del valore di mercato delle partecipazioni societarie; in caso di disaccordo la determinazione avviene sulla base di una relazione giurata redatta da un esperto nominato dal Presidente del Tribunale ai sensi di legge su istanza della parte più diligente.

Il rimborso deve essere eseguito con le modalità previste dalla legge entro 180 giorni dalla comunicazione della volontà di recedere.

Il rimborso può avvenire anche mediante acquisto da parte degli altri soci proporzionalmente alle loro partecipazioni oppure da parte di un terzo concordemente individuato dai soci medesimi. In tal caso l'organo amministrativo deve offrire a tutti i soci, senza indugio, l'acquisto della partecipazione del recedente. Qualora l'acquisto da parte dei soci o di terzo da essi individuato non avvenga, il rimborso è effettuato utilizzando riserve disponibili o in mancanza corrispondentemente riducendo il capitale sociale; in quest'ultimo caso si applicherà l'articolo 2482 c.c.. Tuttavia, se a seguito del rimborso della partecipazione del socio receduto da parte della società, il capitale nominale si dovesse ridurre al di sotto del minimo legale, l'organo amministrativo dovrà senza indugio convocare in assemblea i soci superstiti al fine di consentire loro di provvedere, in proporzione alle rispettive partecipazioni, ai conferimenti necessari al fine di ricostituire il capitale ad importo non inferiore al minimo legale ovvero dovranno provvedere alla trasformazione o allo scioglimento della società.

Titolo IX°. Clausola compromissoria e norma di rinvio

Art. 27. Tutte le controversie tra soci, tra soci e società, nonché quelle promosse da e nei confronti di amministratori, liquidatori e sindaci, comunque relative al rapporto sociale saranno risolte in via definitiva in conformità al Regolamento di mediazione/arbitrato di Curia Mercatorum di Treviso.

Il Tribunale arbitrale sarà integralmente nominato dalla Corte per la Risoluzione delle Controversie di Curia Mercatorum.

Art. 28. Per quanto non espressamente previsto nel presente statuto e nell'atto costitutivo, valgono le disposizioni di legge.”

Sixième résolution

L'assemblée décide de fixer le nombre de gérants à un et de nommer Monsieur Francesco Variola, gérant de société, né à Musile di Piave (Italie) le 31 juillet 1947, demeurant à San Donà di Piave, Via Cesare Battisti nr 70 I-30027, C.F. VRL FNC 47L31 F826S, comme gérant unique pour une durée indéterminée de la Société.

Septième résolution

L'assemblée décide de conférer à Monsieur Francesco Variola né à Musile di Piave (VE) le 31.07.1947 - Résidant à San Donà di Piave, Via Cesare Battisti nr 70 I-30027 - C.F. VRL FNC 47L31 F826S agissant sous sa signature individuelle, tous pouvoirs, dont ceux de substitution, en vue d'accomplir toutes les formalités nécessaires et d'entreprendre toutes les démarches qui seront requises par les autorités italiennes en vue d'obtenir l'approbation des résolutions prises ci-avant et, en général, de signer tous documents et d'entreprendre quelconque démarche que les autorités compétentes pourront requérir en relation à l'application des résolutions prises ci-avant, en ce compris, le cas échéant, les modifications qui pourraient être apportées aux statuts de la Société.

En outre, le mandataire susmentionné est autorisé, de façon individuelle, à entreprendre toute procédure nécessaire et à exécuter et à fournir tout document nécessaire au Ministère des Finances et au Registre de Commerce et des Sociétés de Treviso et de Luxembourg et généralement toute administration qui pourrait être concernée, afin d'assurer, d'une part, la continuation de la Société en tant que société de droit italien et, d'autre part, la cessation de la Société en tant que société de droit luxembourgeois.

Huitième résolution

L'assemblée décide de conférer tous pouvoirs au porteur d'une expédition des présentes à l'effet de radier l'inscription de la Société au Luxembourg sur base de la preuve de l'inscription de la Société en Italie auprès du Registre des Entreprises (“Registro Imprese”) de Treviso.

Tous documents relatifs à la Société au Grand-Duché de Luxembourg pourront, pendant une période de cinq ans, être obtenus au siège social de CITCO, R.C.S. Luxembourg B 37409.

Neuvième résolution

L'assemblée décide de soumettre les résolutions prises ci-avant à la condition suspensive du transfert du siège social de la Société et de son inscription en Italie auprès du Registre des Entreprises (“Registro Imprese”) de Treviso.

L'ordre du jour étant épuisé, Monsieur le président prononce la clôture de l'assemblée.

Déclaration

Les comparants déclarent vouloir faire continuer la présente Société par l'adoption de la nationalité italienne sans que ce transfert de siège social ne donne lieu à la constitution d'une nouvelle société, même du point de vue fiscal. Les comparants déchargent le notaire soussigné de toute responsabilité à cet égard.

Frais

Les frais, dépenses et rémunérations quelconques, incombant à la Société et mis à sa charge en raison des présentes, s'élèvent approximativement à la somme de EUR 2.400.

DONT ACTE, fait et passé à Senningerberg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée de tout ce qui précède à l'assemblée et aux membres du bureau, tous connus du notaire instrumentaire par leurs noms, prénoms, état et demeures, ces derniers ont signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: Sophie Mathot, Cristobalina Moron, Paul Bettingen.

Enregistré à Luxembourg, A.C., le 22 décembre 2014. LAC / 2014/ 62227. Reçu 75.-€

Le Receveur (signé): Irène Thill.

- Pour copie conforme - délivrée à la société aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 8 janvier 2015.

Référence de publication: 2015016037/613.

(150018943) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 janvier 2015.

Fleurs Holcher S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4810 Rodange, 1, rue du Clopp.

R.C.S. Luxembourg B 94.399.

DISSOLUTION

L'an deux mil quinze, le vingt janvier.

Pardevant Maître Karine REUTER, notaire de résidence à Pétange,

A comparu

Monsieur Francisco José PEREIRA DE ALMEIDA, fleuriste, né le 7 mars 1971, à Sao Sebastiao Da Pedreira, demeurant à L-4810 Rodange, 1 rue du Clopp,

Lequel comparant agissant en sa qualité d'associé unique de la société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois FLEURS HOLCHER S.à.r.l.

établie et ayant son siège social à L-4810 Rodange, 1 rue du Clopp,

inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 94.399,

constituée suivant acte reçu par Maître Georges d'HUART, alors notaire de résidence à Pétange, en date du 13 juin 2003, publié au Mémorial C n° 813, page 39.000 du 5 août 2003,

dont le capital social s'élève à la somme de douze mille quatre cents euros (12.400,00,-) représenté par cent (100) parts sociales d'une valeur nominale de cent vingt-quatre euros (124,00 €) chacune.

La partie comparante représentant l'intégralité du capital social de ladite société se constitue en assemblée générale et renonçant à tout délai et toute formalité de convocation, déclare constater que ladite assemblée générale est valablement constituée.

Par la suite, la partie comparante a prié le notaire d'acter ce qui suit:

I. L'associé unique, représentant l'intégralité du capital social, déclare et décide expressément de dissoudre et liquider la société avec effet à ce jour, celle-ci ayant cessé toute activité.

II. L'associé unique connaît parfaitement la situation financière et les statuts de la société.

III. L'associé unique, se considérant comme liquidateur de ladite société, déclarent avoir réglé ou provisionné tout le passif de la société et déclare répondre personnellement et solidairement de tout le passif social et de tous les engagements de la société, même inconnus à ce jour.

IV. L'associé unique donne décharge expresse au gérant technique unique, Madame Marie-Claire SCHILLING, et au gérant administratif, Monsieur Francisco PEREIRA DE ALMEIDA, pour l'exécution de leur mandat jusqu'à la date de l'acte notarié.

V. L'associé unique approuve encore par les présentes les comptes de ladite société.

VI. La liquidation de la société est par conséquent achevée.

VII. Les livres et documents de la société seront conservés pendant une durée de cinq (5) années à l'adresse de L-4810 Rodange, 1 rue du Clopp.

Déclaration en matière de blanchiment

Le(s) associé(s) /actionnaires déclare(nt), en application de la loi du 12 novembre 2004, telle qu'elle a été modifiée par la suite, être le(s) bénéficiaire(s) réel(s) de la société faisant l'objet des présentes et certifient que les fonds/biens/droite servant à la libération du capital social ne proviennent pas respectivement que la société ne se livre(ra) pas à des activités constituant une infraction visée aux articles 506-1 du Code Pénal et 8-1 de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie (blanchiment) ou des actes de terrorisme tels que définis à l'article 135-1 du Code Pénal (financement du terrorisme).

Evaluation des frais

Le montant des frais, dépenses et charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou sont mis à sa charge à raison du présent acte, s'élèvent à la somme de mille trois cents euros (1.300,-€). A l'égard du notaire instrumentant, toutes les parties comparantes et / ou signataires des présentes reconnaissent être solidairement tenues du paiement des frais, dépenses et honoraires découlant des présentes.

Déclarations générales

La partie comparante déclare que le notaire instrumentant lui a expliqué tous les effets et toutes les conséquences du présent acte. Elle a persisté à procéder par le présent acte et a déclaré décharger le notaire instrumentant de toute conséquence et responsabilité éventuelle pouvant découler du présent acte.

DONT ACTE, fait est passé à Pétange, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux parties comparantes, elles ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signés: F.J. PEREIRA DE ALMEIDA, K. REUTER

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 26 janvier 2015. Relation: EAC/2015/1954. Soixante-quinze euros 75,-

Le Receveur (signé): M. HALSDORF.

POUR EXPEDITION CONFORME.

PETANGE, le 28 janvier 2015.

Référence de publication: 2015015801/62.

(150018142) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 janvier 2015.

BUREAU IMMOBILIER CHRISTIAN JEANPAUL S.à.r.l, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5670 Altwies, 16, route de Mondorf.

R.C.S. Luxembourg B 129.779.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015016381/10.

(150019521) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 janvier 2015.

München, Alte Akademie Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 178.383.

Auszug aus dem schriftlichen Gesellschafterbeschluss der Gesellschaft vom 26. Januar 2015

Aufgrund eines Gesellschafterbeschlusses der Gesellschaft vom 26. Januar 2015 haben sich folgende Änderungen in der Geschäftsführung der Gesellschaft ergeben:

- Herr Daniel Kranz, geboren am 10. März 1972 in Trier (Deutschland), wurde mit sofortiger Wirkung abberufen.
- Herr Michael Robert, geboren am 14. August 1980 in Hermeskeil (Deutschland) , wurde mit sofortiger abberufen.
- Herr Bernhard Jost, geboren am 07. Oktober 1973 in Grambach (Österreich), geschäftlich ansässig in 5, rue Heienhaff, L-1736 Senningerberg, wurde mit Wirkung zum 26. Januar 2015 als gemeinschaftlich vertretungsbefugter Geschäftsführer der Gesellschaft auf unbestimmte Zeit bestellt.

Référence de publication: 2015015991/16.

(150018828) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 janvier 2015.